ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

COMMISSION OCEANOGRAPHIQUE INTERGUVERNEMENTALE

COMITE DE TRAVAIL SUR L'ECHANGE INTERNATIONAL
DES DONNEES OCEANOGRAPHIQUES
(INDE)

Huitième session

(FAO, Rome, 12-16 mai 1975)

RAPPORT SUCCINCT

Ce document recevant une large diffusion initiale, les destina

taires sont priés de conserver leur exemplaire pour pouvoir s'y
référer ultérieurement.

(SC-75/CONF.211/COL.18)
<table>
<thead>
<tr>
<th>TABLE DES MATIERES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>RAPPORT SUCCINCT</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>1. Ouverture de la session ........................................... 5</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Adoption de l'ordre du jour ........................................ 5</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Rapport du secrétariat de la COI ................................. 5</td>
</tr>
<tr>
<td>4.1 Centres mondiaux (CMD-A et B, Océanographie) et régionaux (CINECA, ECM, ECK et CICAR) de données .......... 5</td>
</tr>
<tr>
<td>4.2 Rapports sur les activités connexes d'organisations internationales ........................................... 7</td>
</tr>
<tr>
<td>5.1 Données géologiques et géophysiques ............................. 9</td>
</tr>
<tr>
<td>5.2 Données captées par satellites et aéronefs ...................... 10</td>
</tr>
<tr>
<td>5.3 Données sur l'interaction de l'océan et de l'atmosphère .......... 11</td>
</tr>
<tr>
<td>5.4 Données de l'ETGA .................................................... 11</td>
</tr>
<tr>
<td>5.5 Données relatives à la pollution des mers ....................... 12</td>
</tr>
<tr>
<td>5.6 Programmes nationaux déclarés ..................................... 12</td>
</tr>
<tr>
<td>5.7 Archivage et échange des données du SMISO ...................... 13</td>
</tr>
<tr>
<td>5.8 Mise au point des formules ......................................... 13</td>
</tr>
<tr>
<td>5.9 Guide pour l'établissement d'un Centre national de données océanographiques ............................... 14</td>
</tr>
<tr>
<td>5.10 Données relatives aux vagues ..................................... 14</td>
</tr>
<tr>
<td>6. Examen du Manuel sur l'échange international des données océanographiques .................................. 14</td>
</tr>
<tr>
<td>7. Expériences internationales et études en commun ............... 15</td>
</tr>
<tr>
<td>7.1 Système mondial intégré des stations océaniques (SMISO) ........ 16</td>
</tr>
<tr>
<td>8. Exploitation et communication de données et renseignements inter-disciplines et inter-organisations (IMAR) .......... 16</td>
</tr>
<tr>
<td>9. Mandat révisé du Comité de travail sur l'IODE .................. 17</td>
</tr>
<tr>
<td>9.1 Services d'information ............................................. 17</td>
</tr>
<tr>
<td>9.2 Formation et enseignement ......................................... 18</td>
</tr>
</tbody>
</table>
10. Arrangements pour l'échange international des données océanographiques ................. 19
11. Programme de travail de l'IODE .................. 19
12. Election du président et du vice-président ........ 20
13. Questions diverses .............................. 20
14. Prochaine session ............................... 21

ANNEXE I - Ordre du jour
ANNEXE II - Recommandations
ANNEXE III - Liste des documents
ANNEXE IV - Liste des participants
ANNEXE V - Allocution de bienvenue de M. F.E. Popper, directeur général adjoint de la FAO pour les pêches
ANNEXE VI - Liste des abréviations et des définitions
1. **Ouverture de la session**

Le Président a ouvert la session en souhaitant la bienvenue aux délégués et en les remerciant de leur participation. Puis il a présenté le directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour les pêches, M. F.E. Popper. Celui-ci a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné que la collecte, le stockage et la diffusion des données relatives à l'utilisation et à la gestion des ressources vivantes des océans ont besoin d'être améliorés. Le détail de ses déclarations figure à l'annexe V.

Le secrétaire adjoint de la Commission océanographique internationale (COI), M. A. Tolkachiev, a vivement remercié la FAO, au nom de la COI, pour son hospitalité et pour l'organisation de cette rencontre. Il a souligné les principaux faits, relatifs aux programmes de la COI, qui ont intervenus depuis la septième session du Groupe de travail sur l'échange international des données océanographiques (IODE).

2. **Adoption de l'ordre du jour**

Le Comité de travail sur l'IODE a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I.

3. **Rapport du secrétariat de la COI**

Le Secrétaire a procédé à l'examen des résolutions de la huitième session de l'Assemblée de la COI et des troisième et quatrième sessions du Conseil exécutif relatives au Comité de travail. Il a fait remarquer que le rapport sur la septième session du Groupe de travail de l'IODE, ainsi que ses recommandations, ont été approuvés. L'attention du Comité de travail a été appelée en particulier sur la résolution VIII-31 votée par l'Assemblée de la COI à sa huitième session, suivant laquelle le Groupe de travail sur l'IODE s'appellerait désormais Comité de travail, son nouveau mandat étant approuvé. Le Comité de travail a été invité à envisager des activités spécifiques dans le domaine de l'information relative aux sciences de la mer. À cet égard, les participants ont été informés de la décision, prise à la cinquième session du Conseil exécutif de la COI, qui concerne le groupe d'experts commun FAO-COI relatif au système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche (ASPIS) et qui appelle une action du Comité de travail. En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations de IODE-VII, le Secrétaire a signalé la publication du "Manuel sur l'archivage et l'échange des données du Système mondial intégré de stations océaniques (SMISO)", du "Catalogue international des stations de données océaniques" publié dans la série "Manuels et guides de la COI", ainsi que de la brochure "Guide des services internationaux de données sur l'environnement marin". Se référant aux résolutions EC-V.1 et EC-V.2 votées par le Conseil exécutif de la COI à sa cinquième session, le Secrétaire a invité le Comité à examiner et à élaborer des propositions sur le programme de l'IODE pour 1975-1976 et 1977-1978. Il a signalé d'autres aspects importants de l'activité déployée par les organes de la COI en ce qui concerne la gestion des données. Le Secrétaire a également présenté au Comité le document d'information IOC/IODE-VIII/INF.9 intitulé Manuel de l'IODE qui a été rédigé par le secrétariat. Ce manuel sera tenu à jour et mis à la disposition du Comité de travail sur l'IODE pendant ses sessions.

4.1 **Centres mondiaux (CMD-A et B, Océanographie) et régionaux (CINECA, ECM, ECK et CICAR) de données (CRD)**

**CMD-A (Océanographie)**

M. J. Churgin, directeur du Centre mondial de données A (Océanographie), a présenté son rapport annuel pour 1974. Il a signalé que le CMD-A avait récemment catalogué sa millionième observation et qu'il recevait un nombre croissant de formulaires...
ROSCOP. Il a également signalé que le CMD-A a procédé à une estimation de l'impact des centres mondiaux de données sur la géophysique. Les résultats n'ont laissé aucun doute quant à l'impact de ces centres sur le plan scientifique, notamment en ce qui concerne la qualité des recherches futures. Le rapport du CMD-A a été diffusé sous la forme d'un document d'information portant la cote IOC/IODE-VIII/INF.7.

CMD-B (Océanographie)


CRD-CINECA (CIEM, Service hydrographique)


Un symposium est prévu pour le début de 1977 en vue d'une synthèse de la recherche océanographique et halieutique dans la zone visée en liaison notamment avec les études concernant le système de courants des Canaries et les ressources vivantes qu'il recèle.

CRD-ECM (CMD-B (Océanographie))

C'est le représentant de l'URSS qui a présenté le rapport d'activité du Centre régional de données pour les Études en commun de la Méditerranée (ECM) (document d'information IOC/IODE-VIII/INF.7, annexe 5). Les données de près de 13.000 stations océanographiques sont disponibles au Centre. Celui-ci a établi un "Catalogue de données" qui a été distribué en 1974 aux pays participant aux ECM par l'entremise de l'Unité opérationnelle. Le rapport indique également que plus de 50 % du total des données relatives aux ECM reçues par le Centre proviennent de l'URSS et que certains pays n'ont pas envoyé les leurs. Sur la base des données recueillies, le Centre projette d'établir en 1975 un "Atlas des données océanographiques disponibles" et en 1976 un "Atlas océanographique de la Méditerranée". Ce dernier fera l'objet d'un débat à la prochaine rencontre du Groupe international de coordination (GIC) pour les ECM. Dans les années qui viennent, une attention particulière sera accordée à la collecte des données sur la pollution marine.

Après avoir fait le rapport ci-dessus, le représentant de l'Unité opérationnelle pour les ECM, M. V. Rybine a en outre souligné le fait qu'en dépit des efforts de l'Assemblée et du Conseil exécutif de la COI, les envois de données provenant des ECM n'étaient pas encore satisfaisants.
CRD-CICAR (Centre national américain de rassemblement des données océanographiques (CNRDO))

Le Centre régional de données pour les recherches en commun dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (CICAR) a fait savoir qu'il a récemment compilé plusieurs types d'inventaires en étroite collaboration avec le CMD-A (Océanographie). Ceux-ci ont été présentés à la septième session du Groupe international de coordination pour les CICAR. Le taux d'envoi de données relatives aux CICAR s'est nettement amélioré ces derniers mois, notamment en ce qui concerne les données de types classiques. Cependant, beaucoup de données ne sont pas encore parvenues au Centre. Bien que la dernière phase (sur le terrain) des CICAR doive prendre fin le 31 décembre 1975, le CNRDO des États-Unis a offert de continuer à jouer le rôle de centre régional de données pour tous programmes communs pursuivis dans la zone des CICAR. Le Centre projette de publier un guide des données relatives aux CICAR avant le symposium sur les CICAR qui doit avoir lieu à Caracas en juillet 1976. Le délégué a insisté pour que tous les participants fournissent inventaires et données aussi rapidement que possible et emploient pour cela n'importe laquelle des formules acceptées par la COI, par exemple, ROSCP ; CICARDI, TSCI, etc. L'attention des participants a été appelée sur la recommandation de la septième session du GIC pour les CICAR (Rec. CICAR-VII-7) au sujet des données et de leur envoi.

CRD-ECK (Etude en commun du Kuro-shio et des régions adjacentes (Centre de rassemblement des données sur le Kuro-shio (KDC))

Le rapport écrit sur les activités du Centre de rassemblement des données sur le Kuro-shio (Centre japonais de rassemblement de données océanographiques) soumis par le Directeur du KDC a été distribué au Comité de travail comme document d'information (Cote IOC/IODE-VIII/INF.7, annexe 3). Le Secrétaire l'a présenté à la session. Depuis 1965, le KDC a reçu des données de 425 croisières de l'ECK comprenant 16.306 stations océanographiques. L'ECK a publié 46 numéros de sa Newsletter, 328 volumes de Data reports et 6 volumes d'Atlas ECK.

À la dixième réunion du Groupe international de coordination pour l'ECK (13-17 mars 1975, Tokyo), les pays participants ont été priés d'envoyer d'urgence au KDC les formules ROSCP relatives aux croisières de l'ECK. Le KDC projette maintenant de publier un "Guide des données de l'ECK" (inventaire et résumé des données).

4.2 Rapports sur les activités connexes d'organisations internationales

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

Le représentant de la FAO a fait un exposé général sur le développement des activités du Département des pêches en ce qui concerne les données et l'information. Le Centre de rassemblement des données sur les pêches de la FAO, un des centres spécialisés appartenant au système mondial des centres de rassemblement des données, a continué de recevoir, archiver et analyser des données sur les pêches, provenant principalement des projets du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) exécutés par la FAO et des organismes régionaux de la FAO pour les pêches. Le Centre dispose maintenant sur ordinateur des statistiques de pêche sur les prises et les quantités de poisson débarquées, et il est en mesure de fournir des relevés par région géographique et par pays, avec ventilation par espèces ou groupes d'espèces. Avec l'aide du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) le Centre de rassemblement de données sur les pêches de la FAO a également élaboré un système d'inventaire détaillé des données relatives aux substances polluantes présentes dans les organismes aquatiques; ce système devrait dès la fin de 1975 pouvoir assurer des services de référence au bénéfice de la communauté scientifique mondiale. Il a déjà permis d'établir un répertoire des organismes qui se livrent à des recherches sur la pollution.
Le représentant de la FAO n'a fait qu'une brève mention du Système d'information scientifique sur les sciences aquatiques et la pêche (ASFIS), se réservant d'en parler plus longuement au point 9 de l'ordre du jour.

CIEM (Conseil international pour l'exploration de la mer)

L'observateur du CIEM a fait état (cf. document d'information IOC/IODE-VIII/INF.10) d'un certain nombre d'activités relatives à l'échange de données dans le cadre du CIEM, telles que le classement des formules ROSCOP remplies, le traitement des données, la publication d'un certain nombre de volumes de données et d'inventaires et celle de travaux utilisant des données sur l'environnement marin. Il a appelé l'attention sur les problèmes relatifs à la digitalisation des enregistrements de Salinité, Température, Profondeur (STP) et sur les mesures prises au CIEM pour les résoudre. Les méthodes employées pour le traitement et la réduction des données STP ont été comparées afin d'aboutir à la recommandation d'une méthode unique au niveau international. Il a également souligné le besoin de directives claires pour l'échange des mesures relatives aux courants. Le CIEM examinera les progrès réalisés sur ce point lorsqu'il se réunira cet automne en tenant compte des informations pertinentes fournies par le rapport du Groupe de travail du CIEM sur les stations océanographiques ancrées en permanence dans la mer du Nord, rapport qui est actuellement en cours de rédaction.

JONSDAP-76 (Programme commun d'acquisition des données sur la mer du Nord)

JONSDAP-76 a été présenté à la session par le représentant de la Suède. Il s'agit d'un projet international en commun à exécuter dans la mer du Nord sous le patronage du JONSSIS (Système commun d'information sur la mer du Nord) qui est un groupe non officiel composé d'organismes travaillant en mer du Nord et du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM). Ce programme sera mis en œuvre en mars-juin 1976 ; il comprend deux parties : (a) FLEX : étude des mécanismes d'interaction à la fois physique, chimique et biologique dans les parages du Fladen Ground et (b) INOUT : étude des flux d'entrée et de sortie ainsi que la modélisation des marées et de la circulation résiduelle. La plupart des instituts marins travaillant en mer du Nord y participeront ainsi que, par exemple, l'Institut océanographique de Woods Hole. L'organisation de l'échange international des données océanographiques vient de commencer en mai 1975.

PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement)

L'observateur du PNUE, M. P. Lee, a rappelé que le PNUE avait pour objet de coordonner et d'encourager, à l'échelle mondiale, l'action relative aux problèmes prioritaires de l'environnement. En ce qui concerne les océans, les efforts du PNUE concernent à la fois leur préservation et leur utilisation en tant qu'important ressource naturelle, les problèmes de pollution et les raz de marée. Il a insisté sur le besoin d'une planification intégrée de l'utilisation des océans, en liaison avec des travaux de recherche, de surveillance et d'échange d'informations. Des vastes efforts seront faits dans les mers fermées, notamment la Méditerranée, la mer Rouge et le Golfe persique.

Il a également mentionné que le Système mondial de surveillance de l'environnement (GEMS) est chargé d'établir un réseau coordonné de surveillance des effets prioritaires de portée mondiale en employant et en renforçant les moyens de surveillance existants. À la récente session du Conseil du PNUE, il a été décidé que le GEMS comprendrait le soutien des stations océaniques de référence, l'extension du Projet pilote SMISO à d'autres polluants que les hydrocarbures et le développement des moyens d'enseignement et de formation.

La partie du PNUE qui concerne l'échange d'informations est décrite dans le rapport sur le Système international de référence au point 9.1 de l'ordre du jour.
SCOR (Comité scientifique pour les recherches océaniques)

Le représentant de la Grande-Bretagne, M. J. Crease, a présenté un rapport au nom du SCOR. Il a signalé comme exemples de collaboration active du SCOR et du Comité de travail sur l'IODE, la rédaction et la diffusion des ROMBI (comptes rendus de recherche de biologie marine) et la confrontation des idées sur la formule de développement des échanges de données de l'ETGA. Le SCOR discute actuellement avec l'UISB (Union internationale des sciences biologiques) des problèmes relatifs à un système numérique de taxonomie biologique, ce qui pourrait intéresser particulièrement le Comité de travail sur l'IODE.

CIUS (Conseil international des unions scientifiques) - Groupe d'experts sur les centres mondiaux de rassemblement des données

M. J. Crease a également présenté un rapport au sujet de la réunion du groupe d'experts du CIUS sur les centres mondiaux de rassemblement des données qui s'est tenue à Ankara le 18 septembre 1974 et à laquelle il a participé à la fois comme représentant du Président du Comité de travail pour l'IODE en tant que membre du groupe d'experts AISPO (Association internationale des sciences physiques de l'océan)/SCOR. Le rapport écrit de M. Crease sur cette réunion a été distribué aux membres du Comité de travail à titre de document d'information (IOC/IODE-VIII/INF.3).

PSMSL (Service permanent du niveau moyen des mers)

M. J. Crease a représenté le PSMSL à la huitième session du Comité et a rendu compte de sa situation actuelle. Il a noté avec satisfaction que le PSMSL, après une fâcheuse période d'inactivité forcée, est en train de faire un rétablissement sous l'impulsion de son nouveau directeur, M. G.F. Lennon. Il a signalé en particulier qu'un des objectifs prioritaires du service, s'il dispose des ressources nécessaires, serait la publication d'une première série de données locales de référence sur le niveau moyen de la mer pour le monde entier.

Le représentant du Canada a informé le Comité que le Service canadien de données sur l'environnement marin était en train de coder, pour l'Organisation hydrographique internationale, les constantes harmoniques des stations marégraphiques du monde. Le Service espère pouvoir dans deux ans publier ces tables, qui seront ensuite mises à jour selon les besoins.

5.1 Données géologiques/géophysiques

M. D.P. Kohnke (République fédérale d'Allemagne), président du Groupe ad hoc pour le développement de la gestion des données géologiques/géophysiques marines, a présenté le rapport du Groupe ad hoc au Comité (document IOC/IODE-VIII/10). Faisant le point des progrès réalisés par le Groupe ad hoc depuis la précédente session du Comité, il a exprimé le voeu que les représentants de ce groupe se réunissent avec des représentants du Groupe ad hoc sur la mise au point des formules afin de soumettre des propositions au Comité de travail sur l'IODE à sa neuvième session. Le Comité de travail a approuvé cette idée et recommandé que la réunion projetée ait lieu en 1976.

Le Comité a accepté et adopté le rapport du Groupe ad hoc, et a remercié le Centre allemand de rassemblement des données océanographiques (DOD) de l'aide qu'il a apportée à la COI en imprimant des fiches pour l'échange international de données géologiques marines (document IOC/IODE-VIII/INF.1). Il a été convenu que celles-ci seraient distribuées aux Etats membres par les coordonnateurs nationaux de l'IODE et par les Centres nationaux de rassemblement des données océanographiques.
Le délégué des États-Unis a informé le Comité de travail que son pays essayerait prochainement la formule proposée pour les données de géologie marine (IOC/IODE-VIII/INF.1). Il lui a signalé le rapport du CMD-A (Océanographie) concernant l'échange des fiches ICG/GI (Inventaire des campagnes géologiques/géophysiques internationales (document IOC/IODE-VI/INF.8) et une carte des itinéraires de croisières géophysiques, jalonnée par ordinateur, établie et présentée au Comité par le CMD-A avec l'aide du Service des données relatives à l'environnement marin du Centre américain de rassemblement des données géophysiques et solaires-terrestres.

Le Président du Groupe ad hoc et le Directeur du CMD-A (Océanographie) ont souigné le besoin de renseignements sur les années antérieures à 1970 et ont émis l'idée qu'à défaut de cartes marines portant ces renseignements, ceux-ci pourraient être inscrits sur les fiches ICG/GI conformément aux dispositions de l'accord UNESCO/UISG/SCOR. La recommandation IODE-VIII/1 a été adoptée.

En réponse à la recommandation formulée au stage international de la DIEO (Décennie internationale de l'exploration océanique) sur la géologie et la géophysique marines de la région des Caraïbes et sur ses ressources (17-22 février 1975, la Jamaïque) et adressée au Comité de travail sur l'IODE, celui-ci a appelé l'attention de ceux qui participent à ce programme sur l'existence du Centre régional des CICAR (CNRDO des États-Unis), qui est chargé de procéder pour les CMD-A et B (Océanographie) au rassemblement et à l'échange de données et d'informations sur les données recueillies dans cette zone, et auprès duquel on peut obtenir les renseignements dont on a besoin.

5.2 Données captées par satellites et aéronefs

Le délégué de l'Argentine a présenté le rapport du Groupe ad hoc sur l'échange de données captées par satellites et aéronefs (document IOC/IODE-VIII/11). Le Comité a examiné ce rapport et les recommandations qui y sont formulées. Elle a félicité le Groupe ad hoc de son rapport, riche de renseignements sur les divers aspects du sujet, et elle lui a suggéré de l'utiliser pour élaborer, entre cette session et la prochaine, un programme de rassemblement et d'échange de données captées par satellites et aéronefs.

Le rapport relatif aux travaux effectués en 1974 dans le cadre de la CINECA (Etude en commun de la partie septentrionale de l'Atlantique du centre-est)/CT-IODE/NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) sur l'utilisation des données transmises par satellites a été présenté par le délégué des États-Unis (document IOC/IODE-VIII/11, annexe 1). Le Comité est convenu de proroger l'existence du Groupe ad hoc et d'inviter la République fédérale d'Allemagne, le Japon, la Norvège et l'Islande à désigner des membres supplémentaires. La demande formulée par le représentant du CIEM et tendant à ce qu'un observateur du CIEM assiste désormais aux travaux du Groupe ad hoc a été approuvée. L'attention du Comité a été appelée sur les observations et recommandations formulées à ce sujet, à leur quatrième session commune, par le Comité de travail de la COI pour le SMIOS (Système mondial intégré de stations océaniques) et le groupe d'experts du Comité exécutif de l'OMM sur les aspects météorologiques des affaires océaniques (Recommandation IGOS/MAOA-IV/3 sur les informations océanographiques transmises par satellites), ainsi que par le Groupe d'experts du Comité exécutif de l'OMM sur les satellites météorologiques (première et deuxième sessions). La recommandation SOC/II.3 (Données transmises par satellites) de la deuxième session du GIC pour les mers australes a également été signalée. Reconnaissant l'intérêt croissant qui se manifeste au sein de la COI envers l'utilisation opérationnelle et l'échange de données océaniques transmises par satellites, ainsi que la complexité du problème et la nécessité d'une étroite coordination des activités de cet ordre entre la COI et l'OMM, le Comité a formulé des propositions et recommandé des mesures précises concernant la poursuite des travaux dans ce domaine. La recommandation IODE-VIII/2 a été adoptée.
5.3 Données sur l'interaction de l'océan et de l'atmosphère

Le délégué de la Grande-Bretagne (M. D.J. Dixey) a informé le Comité de travail qu'un Groupe de travail ad hoc commun COI/OMM sur les données relatives à l'interaction de l'océan et de l'atmosphère avait été récemment constitué pour étudier la facilité d'accès aux données météorologiques pour les océanographes et aux données océanographiques pour les météorologistes. Tout en étudiant la facilité d'accès aux données issues de projets pluridisciplinaires tels que l'ETGA, il faudra commencer par l'examen de programmes tels que le SMISO afin de mettre en lumière les problèmes posés par la manipulation en temps réel ou non de données aléatoires sur l'interaction de l'océan et de l'atmosphère. Le groupe ad hoc comprend actuellement M. D.J. Dixey (Grande-Bretagne-COI/IODE), M. E. Chu (Hong-kong-OMM/CMM (Commission de météorologie maritime)) et M. A. Hull (Etats-Unis d'Amérique-OMM/CSB (Commission des systèmes de base)).

D'après le délégué des Etats-Unis d'Amérique, c'est dans les eaux côtières du plateau continental que les interactions entre l'océan et l'atmosphère sont les plus fortes. Il est particulièrement important que les séries de données marines comprennent des données météorologiques provenant de stations côtières. C'est en effet dans ces parages que les problèmes de pollution se posent avec le plus d'acuité. Il faudrait compiler conjointement les données météorologiques et océanographiques fournies par les stations météorologiques océaniques sur des formules normalisées agréées. La récente réduction générale du nombre de ces stations et la reconnaissance croissante du rôle que les océans jouent dans le climat mondial rendent ce travail plus que jamais nécessaire.

Le Président a signalé au Groupe de travail ad hoc le stage CIUS/OMM qui s'est tenu à Stockholm et celui que l'IODE a récemment consacré au phénomène connu sous le nom de "El Niño".

Le délégué du PNUE a recommandé au Groupe de ne pas négliger l'examen de phénomènes comme le "transport de polluants dans les océans par l'atmosphère".

Le Comité de travail sur l'IODE a chargé le Groupe de travail ad hoc commun de poursuivre son activité et de présenter son rapport à la neuvième session de l'IODE. Il a invité en outre M. J. Dixey à conserver ses fonctions de président. Le CIEM a été invitée à se faire représenter par un observateur auprès du Groupe de travail ad hoc.

5.4 Données de l'ETGA

Le rapport de l'Equipe spéciale de l'Expérience tropicale du GARP (Programme de recherches sur l'atmosphère globale) dans l'Atlantique (ETGA) a été présenté par son président, M. D.T. Grossart (Royaume-Uni) (document IOC/IODE-VIII/17). Au sujet de la recommandation 1 du rapport, le Directeur du CMD-A (Océanographie) a confirmé au Comité de travail l'intention d'obtenir accès aux données de l'ETGA. En ce qui concerne la recommandation 2 de l'Equipe spéciale, le Comité de travail a donné son accord pour que le bureau national français des données océaniques (BNDO) fournisse aux utilisateurs secondaires des Etats membres de la COI des données et des services spéciaux en rapport avec ses fonctions d'OSDC (Centre de rassemblement de données océanographiques issues de sous-programmes) de l'ETGA. Le Comité de travail s'est félicité de la précieuse coopération apportée par le GIGS (Groupe international de gestion scientifique) de l'ETGA à la recherche de moyens propres à promouvoir l'assimilation et l'échange de données océaniques de l'ETGA par l'entremise du système IODE. Il a souligné la nécessité d'entreprendre beaucoup plus tôt que par le passé la planification de l'échange international des données océanographiques issues des expériences du GARP (par exemple POLEX (Expérience polaire), MONEX (Expérience sur la mousson), et PEMG (Première Expérience mondiale du GARP)) et de maintenir un étroit contact avec les organismes chargés de la programmation des travaux du GARP à cet égard. La recommandation IODE-VIII/3 a été approuvée.
Le délégué de l'URSS a souligné le fait regrettable que seul un faible pourcentage des données BATHY et TESAC (température, salinité et courant) recueillies pendant l'ETGA a été envoyé en vue d'échanges internationaux.

La recommandation de l'Equipe spéciale concernant la formule ETGA a été discutée au point 5.8 de l'ordre du jour (voir ci-dessous). Le Comité de travail a approuvé le rapport de l'Equipe spéciale et l'a remerciée en la félicitant.

5.5 Données relatives à la pollution des mers

M. R.M. Morse, président du Groupe ad hoc sur les données relatives à la pollution des mers, a présenté le rapport de son groupe (document IOC/IODE-VIII/12) et signalé les documents importants sur le sujet, à savoir le rapport de la seconde session du GIC pour le GIPME (Étude mondiale de la pollution dans le milieu marin) (document IOC/GIPME-II/3) et le plan opérationnel pour le projet pilote sur la surveillance de la pollution marine (document IOC-WMO/MPMSW-1). Il a noté avec regret que le Canada, le Royaume-Uni et l'URSS n'avaient pas encore désigné leurs représentants au Groupe ad hoc. Les délégués du Canada et du Royaume-Uni ont déclaré qu'ils s'efforceront de trouver des candidats possibles. Le président du Groupe ad hoc a insisté de nouveau sur la nécessité d'une étroite coordination entre l'activité du groupe et celle d'autres organismes de coordination et de programmation qu'intéressent l'étude et la surveillance de la pollution dans le milieu marin. Le délégué des États-Unis d'Amérique a demandé une intensification des échanges des données relatives à la pollution des mers. Le représentant du PNUE a sollicité et obtenu le statut d'observateur au sein du Groupe ad hoc. Le représentant de la FAO a donné des renseignements sur les travaux de son Organisation concernant la pollution marine, et plus particulièrement sur les inventaires de données relatives aux polluants. Vu l'activité déployée par la FAO dans ce domaine, le Comité de travail est convenu de lui accorder le statut d'observateur. Le Comité a adopté le rapport du Groupe ad hoc et a demandé au Secrétaire de la COI d'inviter les États membres, par l'entremise des coordonnateurs nationaux pour l'IODE et pour le Projet pilote sur la surveillance de la pollution marine, de faire connaître leurs possibilités ou leurs intentions de participer à des opérations de documentation, d'inventaire, de référence ou d'échange comme celles qui sont signalées dans le rapport du Groupe ad hoc (document IOC/IODE-VIII/12). M. Morse a également indiqué, qu'après avoir rédigé son rapport à IODE-VIII, il avait reçu du Directeur du BNSD l'avant-projet d'un schéma d'inventaire documenté des données relatives à la pollution marine, qui pourrait être d'un grand intérêt pour le Groupe ad hoc.

Le rapport du Groupe ad hoc et ses recommandations ont été adoptés.

5.6 Programmes nationaux déclarés

Ainsi que l'avait recommandé à sa septième session le Groupe de travail sur l'échange international des données océaniques, l'Equipe spéciale sur les programmes nationaux déclarés (PND) a passée en revue les méthodes actuelles, eu égard à la diminution constante du volume de renseignements fournis par les pays membres au sujet des PND. Le président de l'Équipe spéciale, M. A. Svansson (Suède), a présenté le rapport de l'Équipe qui contient des recommandations sur le principe des PND et la marche à suivre en la matière. Le Comité de travail a estimé que la soumission des PND devrait se poursuivre et qu'il faudrait rédiger à l'intention des États membres une brochure décrivant la manière de présenter les PND et les PON (programmes océanographiques nationaux). Les recommandations révisées de l'Équipe spéciale, approuvées par le Comité, sont reproduites en annexe II. (recommandation IODE-VIII/4 et IODE-VIII/5).

Le Comité a dissous l'Équipe spéciale en la félicitant vivement de la manière dont elle avait su mener à bien une tâche complexe.
5.7 Archivage et échange des données du SMISO

Le président du Groupe ad hoc sur l'archivage et l'échange des données du SMISO, M. T. Winterfield (Etats-Unis d'Amérique) a présenté le rapport du Groupe ad hoc au Comité (document IOC/IODE-VIII/7). En présentant son rapport, M. Winterfield a informé le Comité de la publication et de la diffusion en 1975 du Manuel sur l'archivage et l'échange des données du SMISO, premier volume de la série "Manuels et guides de la COI". Il a déclaré en outre qu'il participait à la préparation, pour la section qui le concerne, du premier projet de plan général et programme d'exécution du SMISO pour 1976-1980, ainsi qu'à l'élaboration du plan opérationnel concernant le Projet pilote du SMISO relatif à la surveillance de la pollution des mers. Après avoir examiné les faits récents concernant la planification et l'exécution du programme du SMISO et les conclusions énoncées dans le rapport du Groupe ad hoc, le Comité de travail a recommandé au Groupe ad hoc de poursuivre son activité en étroite collaboration avec le Comité de travail de la COI sur le SMISO, notamment en ce qui concerne :

- la formulation en collaboration avec le Groupe ad hoc sur les données relatives à la pollution marine, de directives et de méthodes concernant l'archivage, l'échange et la fourniture de services pour les données relatives à la pollution marine résultant des programmes de surveillance qui relèvent du SMISO, et aussi, le cas échéant, pour les courants de surface ;

- l'incorporation de ces directives dans le "Manuel sur l'archivage et l'échange des données du SMISO" et l'élaboration du "Guide pour la planification de l'archivage et de l'échange des données du SMISO".

Le Comité de travail a prié les organismes de planification du SMISO de l'informer de façon suivie et en temps opportun des besoins nouveaux relatifs aux méthodes d'archivage, d'échange ou de fourniture de services.

Au cours des débats sur ce sujet, le délégué de la France a signalé que la France avait adopté la formule SYNDARC. M. Winterfields a déclaré que c'était aussi le cas pour le Japon qui a établi à titre expérimental une formule imprimée SYNDARC pour la collecte des données. Le rapport du Groupe ad hoc et ses recommandations ont été adoptés.

5.8 Mise au point des formules

Le président du Groupe ad hoc sur la mise au point des formules, M. J. Crease, a rendu compte des travaux de ce groupe depuis la septième session du Groupe de travail sur l'IODE (document IOC/IODE-VIII/9). Se référant en particulier à la recommandation, adoptée à la septième session du groupe de travail, qui préconise l'emploi, aux fins d'expérimentation et de mise au point, de la formule généralisée de la COI, il a signalé qu'un fait significatif s'était produit depuis la précédente session, à savoir que les responsables de l'ETGA ont mis au point, pour leur propre usage, une formule d'échange très détaillée reprenant beaucoup des éléments de la formule généralisée. Après étude approfondie de la formule de l'ETGA et considérant que plusieurs pays s'en servent déjà, le Groupe ad hoc est arrivé à la conclusion qu'il devait en recommander l'emploi à titre expérimental à la place de la formule généralisée de la COI. Afin de distinguer cette nouvelle formule de l'ancienne, il conviendra de l'appeler "Formule générale de la COI" (GF 2) (document IOC/IODE-VIII/9 - Pièces jointes). Les délégués de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique et de la France ont appuyé cette proposition. Le délégué des Etats-Unis a rappelé la "Data documentation form" que le CNRDO américain emploie avec succès depuis plusieurs années. Le Comité a adopté la recommandation IODE/VIII/6 sur la Formule générale de la COI (voir annexe II). Le Comité a accepté le rapport du Groupe ad hoc, qu'il a remercié. Le groupe a été invité à poursuivre ses travaux conformément à son mandat actuel.
Le Comité a en outre demandé au Secrétaire de la COI de faire figurer dans le plan des publications pour 1977-1978 la traduction et l'impression de cette formule, pour distribution aux États membres.

5.9 Guide pour l'établissement d'un centre national de rassemblement des données océanographiques

En l'absence du Président de l'Equipe spéciale sur l'élaboration d'un guide pour l'établissement d'un centre national de rassemblement des données océanographiques - M. R.V. Ochinao (Etats-Unis d'Amérique), empêché - c'est le délégué des États-Unis d'Amérique qui a présenté le projet de guide proposé par cette équipe (document IOC/IODE-VIII/4). Au cours du débat, le représentant de la Norvège a suggéré que la liste des coordonnateurs nationaux pour l'IODE soit mise à jour. Le délégué de la Finlande a signalé deux erreurs à rectifier : le personnel du Centre finlandais comprend 3 membres et non 50, et pour le moment il ne dispose pas sur place d'un ordinateur. Le Secrétaire a rappelé au Comité de travailler que toutes autres observations devront parvenir au secrétariat dans un délai d'un mois pour qu'il puisse en être tenu compte lors de la publication définitive du guide.

Le Comité a suggéré que le guide soit publié dans la collection "Manuels et guides de la COI" et a demandé au Président de l'Equipe spéciale de prêter son concours au secrétariat pour la mise au point rédactionnelle. Le Comité s'est déclaré très satisfait du travail accompli et a dissous l'Equipe spéciale en la remerciant de ses services.

5.10 Données relatives aux vagues

En l'absence du président de l'Equipe spéciale sur la gestion des données relatives aux vagues - M. R. Wilson (Canada), qui n'a pu assister à la session - c'est le délégué du Canada qui a présenté son rapport (document IOC/IODE-VIII/13). L'Equipe spéciale a proposé de créer un inventaire des données instrumentales relatives aux vagues, inventaire qui serait mis à jour et publié à intervalles réguliers.

Le délégué de la France, en sa qualité de chef du Centre de rassemblement des données du sous-programme océanographique de l'ETGA, a appelé l'attention sur les efforts qu'il a déployés pour échanger les données récues depuis que le Centre fonctionne. Il a émis l'idée que le SCOR pourrait aider à établir un contact entre le Comité de travail sur l'IODE et le groupe d'experts travaillant pour l'ETGA. Le Comité de travail a invité le Secrétaire de la COI à rédiger, de concert avec le Président de l'Equipe spéciale, une lettre circulaire destinée aux États membres et aux coordonnateurs nationaux pour l'IODE et leur demandant des renseignements sur les inventaires existants de données instrumentales relatives aux vagues, cette documentation devant fournir la base du nouvel inventaire. Le Comité de travail a également invité le Président de l'Equipe spéciale à étudier, de concert avec le Secrétaire, la façon dont cet inventaire sera distribué. Le Comité de travail s'est déclaré satisfait du rapport et a proposé que l'Equipe spéciale poursuive ses travaux conformément au même mandat jusqu'à la session prochaine.

6. Révision du Manuel sur l'échange international des données océanographiques

La troisième édition du Manuel sur l'échange international des données océanographiques a paru en 1973, constituant le numéro 9 de la collection technique de la COI. La période ultérieure a été marquée par des faits importants, en particulier la seconde édition de ROSCP, l'adoption du code par pays de la COI, la mise au point des formules proposées pour l'échange des données biologiques, géologiques et géophysiques et la publication d'un manuel complémentaire sur l'archivage et l'échange des données du SMISO. Compte tenu de ces progrès et des résultats des débats de la présente session
sur les PND, les CNRDO et la Formule générale, le Comité a estimé qu'il fallait réviser ce manuel. Le Secrétaire a donc été chargé de préparer la quatrième édition du manuel avec l'aide des CMD A et B, et d'en prévoir la publication pour 1977-1978, dans la collection "Manuels et guides" de la COI. Cependant, le sentiment général étant qu'il serait bon de publier le manuel plus tôt, le Comité de travail a également chargé le Secrétaire de la COI d'étudier la possibilité d'obtenir du PNUE une aide financière qui permettrait d'accélérer l'impression d'une version révisée à feuillets détachables. Le représentant du Royaume-Uni a signalé que le Guide CIUS-CMD allait être prochainement révisé et que ce guide devait tenir compte de toutes les modifications apportées au Manuel de la COI.

7. Expériences internationales et études en commun

En ouvrant le débat sur ce point de l'ordre du jour, le Secrétaire de la COI a rappelé au Comité la résolution VIII-6 que l'Assemblée de la COI a adoptée à sa huitième session sur "l'échange international des données provenant d'études en commun" et le débat qui en a eu lieu à ce sujet à la quatrième session du Conseil exécutif. L'Assemblée et le Conseil se sont montrés préoccupés du fait que les centres désignés ne reçoivent pas actuellement les données provenant des études en commun. Il a été rappelé aux États membres qu'ils sont tenus d'envoyer à ces centres en temps opportun les inventaires (ROSCOP) et les copies des données qu'ils ont recueillies au cours des études en commun. Il ressort d'un rapport écrit du Directeur du Centre de rassemblement des données sur le Kuro-shio, ainsi que les rapports des représentants des centres régionaux au sujet des CICAR et des ECM, que les formulaires ROSCOP et les données ne leur ont pas encore été envoyées de manière satisfaisante. En conséquence, le Comité de travail a tenu à appeler sur ce fait l'attention du Conseil exécutif et de l'Assemblée de la COI. Il a adopté à cette fin la recommandation IODE-VIII/7.

Le Comité a également examiné les recommandations SOC-II.1, 3 et 7 que le Groupe international de coordination pour les mers australes a adoptées à sa deuxième session et qui lui avaient été transmises par le Conseil exécutif de la COI à sa cinquième session. Au cours du débat sur la recommandation SOC-II.7 relative aux arrangements à prendre pour le traitement des données océanographiques provenant des mers australes, certains délégués ont mis en doute la possibilité de créer un Centre régional de rassemblement de données pour une zone aussi vaste et l'utilité du rôle qu'il pourrait jouer ; ils ont estimé que le système des CMD pourrait assurer la collecte et la diffusion des données provenant de cette région. Le Comité a conclu que le document IOC/IODE-VIII/16 et ses recommandations (débattues au point 10 de l'ordre du jour) fournissent des directives satisfaisantes quant aux mécanismes d'échange régionaux et internationaux et à l'accès aux données.

Lors de l'examen de la recommandation SOC-II.1 du GIC pour les mers australes, le Président du Comité de travail a proposé que les renseignements relatifs aux stations marégraphiques de l'Antarctique soient inclus, à l'occasion de sa remise à jour, dans le Catalogue international des stations de données océanographiques (n° 2 des guides et manuels de la COI) ; le Comité a demandé au Secrétaire d'inviter les États membres à fournir ces renseignements au secrétariat. La recommandation SOC-II.3 sur les "données transmises par satellites" a été débattue au point 5.2 de l'ordre du jour (cf. supra).

Le Comité a également été informé des propositions relatives à une réorganisation éventuelle des études en commun de la Commission (propositions qui figurent dans le document IOC/EC-V/11) et de la décision que le Conseil exécutif de la COI a prise sur ce point au cours de sa cinquième session (résolution EC-V.5).
7.1 Système mondial intégré de stations océaniques (SMISO)

Le Secrétariat a informé le Comité de la quatrième session commune (à Paris, du 9 au 12 février 1975) du Comité de travail de la COI sur le SMISO et du Groupe d'experts de l'OMM sur les aspects météorologiques des questions océaniques. Il a en particulier appelé l'attention du Comité sur la décision transformant le projet pilote BATHY en un système opérationnel permanent à partir du 15 juin 1975 et sur les mesures recommandées pour la mise en œuvre du projet pilote relatif à la surveillance de la pollution des mers (pétrole). Entre autres aspects du programme SMISO qui nécessite encore la coopération du Comité de travail pour l'IODE, on a mentionné l'élaboration du programme d'observation des courants océaniques.

Le Comité a exprimé son désir de continuer à coopérer étroitement avec le Comité de travail de la COI sur le SMISO dans les domaines d'intérêt commun par l'entremise des organes subsidiaires compétents du Comité de travail de la COI à savoir le Groupe ad hoc sur l'archivage et l'échange des données du SMISO et le Groupe ad hoc sur les données relatives à la pollution des mers, travaillant en liaison étroite avec le Groupe ad hoc pour la mise au point des formules.

8. Exploitation et communication de données et de renseignements inter-disciplines et inter-organisations (IMAR)

Le président de l'Equipe spéciale mixte sur la gestion et la communication de données et de renseignements inter-disciplines et inter-organisations (IMAR), M. R.M. Morse (Etats-Unis d'Amérique), a fait rapport au Comité sur les progrès réalisés par l'Equipe spéciale mixte depuis la septième session du Groupe de travail sur l'IODE. Conformément à la recommandation IODE-VII/4 du groupe de travail, ultérieurement reprise par l'Assemblée de la COI à sa huitième session (résolution VIII-23), l'Equipe spéciale mixte sur l'IMAR a rédigé une brochure de vulgarisation qui s'intitule "Guide à l'usage des services internationaux de données relatives à l'environnement marin" et qui recevra d'ici peu une large diffusion en quatre langues (document d'information IOC/IODE-VIII/INF.12). Les participants ont été informés que cette brochure serait tenue à jouer. Les centres de données et d'informations marines qui seraient disposés à fournir, dans le domaine de leur compétence, des services à la communauté océanographique internationale ont été invités à apporter leur contribution.

M. Morse a également présenté au Comité le catalogue de référence pilote concernant les données et les informations sur l'environnement marin (MEDI) (document d'information IOC/IODE-VIII/INF.6), établi avec l'aide d'un consultant, quelques jours avant la session. Ce catalogue pilote contient 17 notices de niveau primaire, provenant de 15 centres MEDI volontaires, plus 63 notices de niveau secondaire. Le Comité a exprimé sa gratitude aux centres MEDI volontaires des Etats-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne, du Canada, du Japon, de la France, ainsi qu'aux CMD A et B (Océanographie), à l'OHI et au CIEM, qui ont également pris une part active à cet effort pilote.

Le Comité de travail a également remercié le PNUED de l'aide financière qu'il a apportée à l'exécution des tâches de l'Equipe spéciale mixte mentionnées ci-dessus.

Le Comité a ensuite examiné les recommandations relatives à la mise en œuvre complète du système MEDI que l'Equipe spéciale mixte a formulées à sa quatrième session, tenue les 8 et 9 mai 1975 à Rome (FAO). Le représentant de l'OMM a déploré que certains des renseignements donnés par la brochure ne soient pas à jour, notamment en ce qui concerne les adresses de l'OMM. Il a déclaré que l'attitude de l'OMM à l'égard du système MEDI dépendrait de la réaction des membres responsables de la CMM, qui commencent seulement à étudier la documentation. Le représentant du PNUED a pressé l'OMM d'envisager une participation active au système MEDI, vu les aspects interdisciplinaires de l'information technique. Le représentant de la France a déclaré de son
côté que le MEDI et l'ASFIS sont complémentaires, et il a recommandé qu'une aide et une participation complètes soient apportées à ces programmes d'information.

Après un examen minutieux des activités et des propositions de l'Équipe spéciale mixte, le rapport du Président a été accepté avec gratitude et le Comité de travail a recommandé que le projet MEDI soit soutenu sans réserve et exécuté intégralement. La recommandation IODE-VIII/8 a été adoptée.

9. Mandat révisé du Comité de travail sur l'IODE

Le Comité a été informé de la décision prise par l'Assemblée de la COI à sa huitième session, visant à rationaliser la structure des organismes auxiliaires de la Commission (résolution VIII-31) et, en particulier, de sa décision de substituer au nom du Groupe de travail sur l'IODE celui de "Comité de travail", le mandat de cet organe étant modifié (rapport sur la huitième session de l'Assemblée de la COI, document SC/MG/39, annexe V). Le Comité a discuté de son nouveau mandat et des incidences qu'il aurait sur son activité. Reconnaissant que cette activité s'accroît et soucieuse de faire face aux obligations qui lui imposent un mandat élargi, notamment en ce qui concerne l'information marine internationale, le Comité a estimé que sa structure et son organisation appelaient certains changements ainsi que son travail entre ses sessions. Les recommandations IODE-VIII/9 et 10 ont été adoptées.

9.1 Service d'information

Système international de référence du PNUE (IRS)

M. P. Lees, observateur du PNUE, a fourni des renseignements sur le système international de référence du PNUE relatif aux sources d'information sur l'environnement (IRS). L'objectif de l'IRS est essentiellement d'améliorer l'accès à l'information pour ceux qui ont à résoudre des problèmes d'environnement, mais cela devrait s'accompagner d'un effet subsidiaire très important : les fournisseurs d'information eux-mêmes devraient prendre conscience des travaux en cours dans des domaines apparentés, ce qui encouragerait le développement de liens interdisciplinaires entre les différents détenteurs d'information.

L'IRS est destiné à répondre à une seule question : qui possède des renseignements sur le problème suivant ? La réponse de l'IRS consiste en une courte liste des noms et adresses des "sources" complétée par des indications sur leur organisation et leur aptitude à fournir des renseignements. L'usager choisit sur cette liste ceux des centres auxquels il souhaite demander des informations sur les questions qu'il intéressent.

L'IRS opère par l'entremise d'un système de points centralisateurs ; au niveau national, ceux-ci sont désignés par les gouvernements ; au niveau régional, ils sont désignés par la voie d'accords intergouvernementaux ; au niveau sectoriel, enfin, ou pour des sujets particuliers, ils sont désignés par le PNUE. Jusqu'à présent, 25 pays environ ont désigné des points centralisateurs nationaux, auxquels s'ajoutent 20 points de contact, 2 points centralisateurs régionaux (CMEA et CEC) et un point centralisateur sectoriel provisoire, l'IMAR.

Ce système est maintenant entièrement défini et pourra d'ici peu fonctionner pleinement. Il a fait l'objet d'une brochure de vulgarisation dont un exemplaire sera envoyé à chaque délégué après la session. Le manuel complet des opérations, comprenant un guide des points centralisateurs, un guide des sources, un guide de l'usager, un livret de codification et des guides pour les opérations informatiques, a été rédigé en anglais et pourra être distribué en quatre langues à la fin de juin. Le personnel qui doit assurer le fonctionnement de l'IRS à Nairobi est en cours de recrutement et il est prévu que des stages ou séminaires de formation doivent commencer en septembre.
Ces étapes sont censées donner au personnel d'encadrement technique des points centralisateurs afin de les aider à créer sur la base de l'IRS un réseau national de référence et à participer à l'activité du système international.

M. Lees a fait remarquer que les données océaniques ne représentent qu'une partie de l'activité de l'IRS à l'égard de l'environnement, mais que le PNUE est particulièrement satisfait des progrès réalisés dans ce secteur sous l'impulsion de ce comité de travail et de l'Équipe spéciale IMAR. Celle-ci est la première à assayer de mettre sur pied dans quelque domaine que ce soit un système de référence fondé sur l'IRS et suffisamment détaillé pour répondre aux besoins des spécialistes. M. Lees a donné au Comité l'assurance que l'IMAR serait considérée comme un modèle pour tous les systèmes futurs du même genre.

Système d'information sur les sciences aquatiques et les pêches (ASFIS)

Le Secrétaire a appelé l'attention du Comité sur les résolutions VIII-28 et EC-V-13 de la COI et sur la décision de transférer les activités de l'ASFIS du Comité de travail sur le TEMA (formation, enseignement et assistance mutuelle) au Comité de travail sur l'IODE. Il a également fait remarquer que dans la résolution VIII-31 de la COI, le mandat du Comité de travail sur l'IODE était élargi de façon à inclure des questions relatives à la gestion de l'information aussi bien qu'à l'échange de données.

M. J. Caponio (consultant de la COI) a fait un exposé général sur la conception générale, la raison d'être, les opérations et les services de l'ASFIS. Il a déclaré que seul un effort soutenu et coordonné au niveau international peut assurer convenablement la diffusion des connaissances relatives à la mer, au bénéfice de tous les utilisateurs. Comme il travaille dans le cadre et en suivant les principes de l'UNISIST, le système mondial d'information scientifique, l'ASFIS est en train d'établir des relations de travail avec les systèmes internationaux qui se développent concurremment, comme l'AGRIS et l'IRS du PNUE, pour éviter que certains des efforts consacrés au transfert de l'information relative aux sciences de la mer ne fassent double emploi. Après un long débat sur les relations entre l'ASFIS, le MEDI et l'IRS, le Comité de travail est arrivé à la conclusion qu'il devait assumer la responsabilité d'identifier les besoins de la communauté des océanographes en matière d'information et de fournir au Groupe mixte d'experts FAO/COI sur l'ASFIS, les éléments nécessaires pour que ces besoins soient satisfaits. À cet effet, le Comité de travail a recommandé de créer un Groupe ad hoc pour observer le fonctionnement de l'ASFIS, du MEDI et des services d'information connexes jusqu'à la prochaine session et faire rapport sur les progrès de ces systèmes pour autant qu'ils intéressent le Comité de travail sur l'IODE.

Le Comité de travail a accepté le rapport sur l'ASFIS, dont il a remercié les auteurs. Il a adopté la recommandation IODE-VIII/11.

9.2 Formation et enseignement

Le Secrétaire adjoint de la COI pour le TEMA, M. R. Cuzon du Rest, a informé les participants des activités du Comité de travail de la COI sur la formation, l'enseignement et l'assistance mutuelle (TEMA). Il a souligné que le Comité de travail en question s'occupe actuellement de déterminer les besoins et les ressources des États membres de la COI dans le domaine des sciences de la mer. On espère que les informations recueillies permettront à la COI de préparer, en étroite collaboration avec les autres organismes appartenant au CIPSRO, en particulier l'Unesco (par l'entremise de sa Division des sciences de la mer), des programmes de formation et autres propres à développer les capacités océanographiques des États membres intéressés. Afin d'atteindre ces objectifs, on projette d'organiser une série de rencontres régionales ad hoc sur le TEMA. M. Cuzon du Rest a donné en particulier des renseignements succincts sur la réunion régionale ad hoc (pour la Caraïbes) qui s'est tenue à Mexico du 10 au 12 avril 1975. Les participants y ont exprimé le grand besoin d'améliorer l'information
relative aux publications scientifiques et, corollairement, la nécessité de les rendre plus accessibles. De même il faudrait renforcer les centres existants de rassemblement de données. Le Comité a également été informé des autres rencontres régionales ad hoc sur le TEMA qui sont prévues pour 1975-1976.

Il a été convenu que les recommandations issues des réunions régionales ad hoc seraient soumises au Comité de travail pour le TEMA et que des demandes spécifiques pourront ensuite être adressées au Comité de travail sur l'IODE par l'entremise du Conseil exécutif de la COI.

En réponse à une question du représentant de l'Inde, touchant la possibilité d'organiser des cours de perfectionnement dans le domaine de la gestion des données marines, le Secrétaire adjoint pour le TEMA a déclaré que cela pourrait se faire à condition que les États membres soient suffisamment nombreux à le demander.

Le représentant du Canada a informé les participants que son pays, en réponse à la demande formulée par le Secrétaire de la COI, s'est déclaré disposé à organiser des cours de formation en langue française sur la gestion des données océaniques, à l'intention des cadres des nouveaux CNRDO ou de ceux que l'on projette de créer. Le détail des arrangements nécessaires fait actuellement l'objet d'entretiens avec le secrétariat de la COI.

10. Arrangements pour l'échange international des données océanographiques

Conformément aux instructions données par le Groupe de travail sur l'IODE à sa septième session, le Président de l'Equipe spéciale sur l'élaboration des arrangements relatifs à l'IODE (M. C.M. Cross (Canada)), a demandé au Secrétaire de la COI de déterminer au moyen d'une lettre circulaire quels seraient les États membres qui manifesteraient leur appui à l'idée d'un CNRDO (Centre national responsable du rassemblement des données océanographiques) en acceptant d'en assumer les fonctions. Vingt-trois États membres ont répondu à la lettre circulaire n° 451 de la COI, et 14 pays se sont déclarés disposés à jouer le rôle de CNRDO. À partir de ces réponses et des avis exprimés par le Groupe de travail sur l'IODE à sa septième session, le Président de l'Equipe spéciale a rédigé un rapport (document IOC/IODE-VIII/16) dans lequel il exprime ses idées et conclusions personnelles concernant la mise en œuvre du système des CNRDO.

L'Equipe spéciale a été convoquée à Rome (FAO) les 8 et 9 mai 1975, avant la réunion IODE-VIII pour examiner les propositions que contient le document ci-dessus. Ses débats ont fait apparaître que certains éléments de la conception générale d'un CNRDO devraient être modifiés pour mieux tenir compte des progrès réalisés ces dernières années dans les arrangements relatifs à l'IODE, notamment en ce qui concerne la normalisation des formules. Le rapport de l'Equipe spéciale qui contient des recommandations sur les modifications conceptuelles et fonctionnelles à apporter aux CNRDO, a été présenté au Comité sous la cote IOC/IODE-VIII/18. Les participants ont été informés qu'en plus des 14 États membres qui se sont déjà proposés pour établir un CNRDO, le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège et la Grèce participeront également au système. Le Comité a félicité les membres de l'Equipe spéciale et son Président du travail qu'ils ont accompli, après quoi l'Equipe a été dissoute. Le document IOC/IODE-VIII/18 et les recommandations qu'il contient ont été adoptés, ainsi que la recommandation IODE-VIII/12.

11. Programme de travail de l'IODE

Conformément à son mandat et en réponse aux résolutions EC-V 1 et 2 adoptées par le Conseil exécutif de la COI à sa cinquième session, le Comité de travail a discuté de son programme de travail pour la période 1975-1978. Elle a adopté la recommandation IODE-VIII/11 qui contient ce programme.
Le Comité a recommandé que le Conseil exécutif à sa dixième session et l'Assemblée de la COI à sa neuvième session acceptent le programme de travail annexé à la recommandation IODE-VIII/13 (annexe II) comme indiquant l'orientation générale des travaux du Comité de travail sur l'IODE pendant les deux exercices biennaux 1975-1976 et 1977-1978.

12. **Election du Président et du Vice-Président**

Le Comité a été invité à examiner les mandats révisés des Comités de travail de la COI (document SC/MD/39, annexe V) et à élire un nouveau Président et un nouveau Vice-Président qui entreraient en fonctions dès la fin de la session.

M. Georges Peluchon (France) a été élu président à l'unanimité.

M. Thomas Winterfeld (Etats-Unis d'Amérique) a été élu vice-président à l'unanimité.

Les participants ont exprimé à M. T.S. Austin leurs remerciements chaleureux et leurs sincères félicitations pour la contribution capitale qu'il a apportée pendant près de sept ans aux progrès du programme d'échange international des données océanographiques.

13. **Questions diverses**

En sa qualité de président sortant, M. T.S. Austin a félicité le nouveau Président et le nouveau Vice-Président et leur a souhaité le plus grand succès dans leur travail à venir. Il a ensuite résumé les progrès accomplis, dans le domaine de l'échange international des données océanographiques, depuis la création du Groupe de travail sur l'IODE, et des principales tâches qui attendent le Comité dans ce domaine. Il a rappelé en particulier l'élaboration d'une formule d'inventaire, ROSCOP, l'inventaire de second degré et la formule pour l'échange des données géologiques, ainsi que le ROMBI ; le renforcement des centres mondiaux de rassemblement des données du CIUS pour l'océanographie et la mise au point de la formule générale n° 2 (GF.2). Il a également rappelé que la liaison et la coopération avec les autres Comités de travail de la COI, avec les Groupes internationaux de coordination pour les études en commun et avec de nombreuses organisations internationales, notamment la FAO (ASFIS), l'OMM (données sur l'interaction océan/atmosphère), l'ECOR et d'autres, se sont nettement renforcées et améliorées. Parmi les autres réalisations, il a également cité la rédaction et la publication du Manuel sur l'échange international des données océanographiques et du Manuel sur l'échange et l'archivage des données du SMISO.

Parlant des tâches futures du Comité de travail sur l'IODE, M. T.S. Austin a souligné l'importance de développer encore l'échange des informations relatives à la mer ; il a cité le besoin de multiplier les débats de caractère technique sur l'échange d'un volume élevé de données provenant de satellites et de bouées, ainsi que sur les moyens d'échange de données et le rôle des bandes magnétiques et du matériel miniaturisé (microfilms, microfiches, etc.). Bien d'autres problèmes nécessiteront une étude approfondie et devront être résolus, en particulier le besoin de thésaurus nouveaux ou augmentés, celui d'une documentation et de formules adaptées pour l'échange des données qualitatives sur le milieu marin, l'impact de la Conférence sur le droit de la mer, et l'action continue des échanges internationaux de données océanographiques résultant des grandes expériences comme l'ETGA, la PEMG, MONEX, etc. En terminant M. Austin a assuré les participants qu'il continuerait à soutenir les activités du Comité de travail.
14. **Prochaine session**

Le Comité de travail est convenu que sa neuvième session se tiendrait en 1977, à Paris, si possible au Siège de l'Unesco. Le Président, de concert avec le Secrétaire de la COI, confirmera en temps opportun les lieu et dates de cette neuvième session.
ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Rapport du secrétariat de la COI
4. Rapport : activités connexes
   4.1 Centres mondiaux (CMD A et B, Océanographie) et régionaux (CINECA, ECM, ECK et CICAR) de données
   4.2 CIEM, OMM/CCRMO, PSML, OHI, FAO/CCRM, PNUE, ECOR et SCOR
5. Rapports : organes subsidiaires de l'IODE
   5.1 Données géologiques et géophysiques
   5.2 Données captées par satellites et aéronefs
   5.3 Données sur l'interaction de l'océan et de l'atmosphère
   5.4 Données de l'ETGA
   5.5 Données relatives à la pollution des mers
   5.6 Programmes nationaux déclarés
   5.7 Archivage et échange des données du SMISO
   5.8 Mise au point des formules
   5.9 Guide pour l'établissement d'un centre national de données océanographiques
   5.10 Données relatives aux vagues
6. Examen du Manuel sur l'échange international de données océanographiques (COI, Série technique n° 9)
7. Expériences internationales et études en commun (par exemple : première Expérience mondiale du GARP (PEMG) ; Expérience de la mousson (MONEX) ; Études en commun de l'océan Antarctique, du phénomène "El Niño", etc.)
   7.1 Système mondial intégré de stations océaniques (SMISO)
8. Exploitation et communication de données et renseignements inter-disciplines et inter-organisations (IMAR)
9. Mandat révisé du Comité de travail pour l'IODE

9.1 Services d'information (Système international de référence du PNUU (IRS), Aquatic Sciences and Fisheries Abstracts (ASFA), Système d'information sur les sciences aquatiques et les pêches (ASFIS), IMAR, etc.)

9.2 Formation et enseignement

10. Arrangements pour l'échange international des données océanographiques

11. Programme de travail de l'IODE

12. Election du Président et du Vice-Président

13. Questions diverses

14. Prochaine session
## ANNEXE II

### RECOMMANDATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Recommandation n°</th>
<th>Point de l'ordre du jour</th>
<th>Titre</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>IODE-VIII/1</td>
<td>5.1</td>
<td>Données géologiques/géophysiques marines</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/2</td>
<td>5.2</td>
<td>Archivage et échange de données captées par satellites et aéronefs</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/3</td>
<td>5.4</td>
<td>Arrangements pour l'archivage et l'échange de données provenant d'expériences scientifiques</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/4</td>
<td>5.6</td>
<td>Programmes nationaux déclarés (PND)</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/5</td>
<td>5.6</td>
<td>Programmes océanographiques nationaux (PON)</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/6</td>
<td>5.8</td>
<td>Mise au point des formules</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/7</td>
<td>7</td>
<td>Echange international des données provenant d'études en commun</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/8</td>
<td>8</td>
<td>Système de référence concernant les données et informations sur l'environnement marin (MEDI)</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/9</td>
<td>9</td>
<td>Comité exécutif de l'IODE</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/10</td>
<td>9</td>
<td>Constitution d'un Groupe ad hoc de l'IODE sur la gestion des informations marines</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/11</td>
<td>9.1</td>
<td>Système d'information sur les sciences aquatiques et les pêches</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/12</td>
<td>10</td>
<td>Arrangements pour l'échange international des données océanographiques</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE-VIII/13</td>
<td>11</td>
<td>Programme de travail de l'IODE</td>
<td>13</td>
</tr>
</tbody>
</table>
LE COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'IODE, ANNEXE II - page 2

RECOMMANDATION IODE-VIII/1

DONNES GEOLOGIQUES/GEOPHYSIQUES MARINES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Notant le vif intérêt que la Commission de géologie marine (CGM) de l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) manifeste envers l'établissement d'un inventaire de données géologiques et géophysiques pour la période antérieure à 1970,

Prenant acte de la mise au point, par un Groupe ad hoc UISG/CGM/Unesco/SCOR (Kiel, décembre 1969), d'un inventaire des croisieres internationales de géologie/géophysique marine (IG/GCI),

Notant que cet inventaire se prête à l'archivage, au dépistage et à l'affichage automatiques et qu'un résumé des produits que l'on peut tirer de l'inventaire est décrit dans l'ouvrage "Catalogue of IGCI, Sample and Traverse Location Plots", publié par le CMD-A (Océanographie),

Recommande que l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) et le Comité scientifique pour les recherches océaniques (SCOR) soient invités à appeler l'attention de leurs membres sur l'existence de cet inventaire ;

Recommande en outre que les membres de l'UISG et du SCOR soient encouragés à apporter leur contribution à l'inventaire en soumettant aux Centres mondiaux de rassemblement de données (Océanographie) des fiches dûment remplies d'après les travaux de rassemblement de données tant en cours que passés.

RECOMMANDATION IODE-VIII/2

ARCHIVAGE ET ECHANGE DES DONNÉES CAPTÉES PAR SATELLITES ET AERONEFS

Le Comité de travail sur l'IODE,

Ayant reçu avec satisfaction le rapport et les recommandations, largement conçus et riches d'informations, du Groupe ad hoc sur l'archivage et l'échange des données captées par satellites et par aéronefs (document IOC/IODE-VIII/11),

Reconnaissant la rapidité du progrès technique, la prolifération rapide des types de télédéTECTeurs et le problème que pose avec de plus en plus d'acuité le volume sans précédent des informations qui seront accumulées par les satellites existants et projetés,

Considérant les conclusions et recommandations adoptées, à ses deux premières sessions, par le Groupe du Comité exécutif de l'OMM sur les satellites météorologiques et la place qu'il accorde aux données océanographiques et météorologiques fournies par les satellites, ainsi que l'intérêt exprimé à cet égard par les États membres de la COI,

Notant qu'un Groupe de travail de la Commission de l'OMM sur systèmes de base élabore actuellement des codes pour les données transmises par les satellites,

Notant en outre que la recommandation SOC-II/3, adoptée à sa deuxième session par le GIC pour les mers australiennes, demande accès aux données télédéTECTÉES recueillies dans la région,
Rappelant la recommandation IOC : IGOS/WMO-MAOA-IV.3, adoptée à la quatrième session commune COI/OMM sur le SMISO, qui charge le secrétariat de la COI de faire rédiger un rapport technique sur les besoins de données océanographiques transmises par satellites, et rappelant à ce propos la tâche confiée par l'IPLAN au Groupe de travail sur l'IODE, à la septième session de l'IODE,

Reconnaissant que les mesures prises sur le plan national (identification des centres en cause, responsabilités de ces centres à l'égard des différents types de données et de produits) pour l'émagasinage et la conservation des données transmises par satellites et la fourniture de services y afférents sont encore en cours d'élaboration,

Donne pour instructions au Groupe ad hoc de poursuivre et d'accélérer ses travaux dans le cadre de son mandat actuel, sur la base des informations qu'il a déjà recueillies entre les sessions précédentes ;

Invite le Royaume-Uni, la Suède, le Japon, la République fédérale d'Allemagne et l'Islande à se joindre au Groupe ad hoc en tant que membres à part entière, la CIEM et le PNUE étant invités à le faire à titre d'observateurs ;

Demande au secrétariat de la COI de s'entendre avec l'OMM afin que le Comité de travail soit représenté aux réunions du Groupe du Comité exécutif de l'OMM sur les satellites météorologiques ;

Demande en outre au secrétariat de la COI de prendre les dispositions nécessaires en vue d'une réunion inter-sessions du Groupe ad hoc deux jours au moins avant la neuvième session du Comité de travail sur l'IODE ;

Demande enfin au secrétariat de la COI qu'un consultant soit engagé pour examiner l'état actuel de la question et formuler des propositions concernant l'échange international des données océanographiques fournies par des systèmes de captage par satellites existants et projetés, compte tenu des recommandations antérieures figurant dans les rapports du Groupe ad hoc sur l'archivage et l'échange des données captées par satellites et par aéronefs et plus particulièrement des besoins exprimés par les pays en voie de développement. Ce rapport sera utilisé notamment à la réunion inter-sessions prévue pour le Groupe ad hoc ultérieurement présenté aux organes de planification du SMISO et au Groupe du Comité exécutif de l'OMM sur les satellites météorologiques.

RECOMMANDATION IODE-VIII/3

ARRANGEMENTS POUR L'ARCHIVAGE ET L'ÉCHANGE DES DONNEES OCEANOGRAPHIQUES PROVENANT D'EXPERIENCES SCIENTIFIQUES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Rappelant la résolution EC-II/15 de la COI

Reconnaissant que les arrangements entre le CIUS, l'OMM et la COI, relatifs à l'archivage dans les CMD des données résultant de l'Expérience tropicale du GARP dans l'Atlantique (ETGA), se sont révélés satisfaisants,

Notant en outre que les arrangements particuliers (IOC/IODE-VIII/7) visant à mettre à la disposition permanente de l'IODE les données océanographiques de l'ETGA ont été approuvés par l'IODE à sa huitième session (IOC/IODE-VIII/3),
S'inquiétant toutefois de constater que les arrangements relatifs à l'archivage permanent des données océanographiques n'ont commencé d'être débattus qu'à un stade avancé de la planification de l'ETGA,

Demande que toutes dispositions soient prises afin que les agences du CIPSRO et les organes consultatifs scientifiques de la COI informent le Comité de travail sur l'IODE des programmes dont les données présenteront pour les États membres un intérêt qui justifie leur archivage.

**RECOMMANDATION IODE-VIII/4**

**PROGRAMMES NATIONAUX DECLARES (PND)**

Le Comité de travail sur l'IODE,

Reconnaissant que, d'après les statistiques, les nombres des PND annoncés par les États membres décroît constamment,

Considérant que les statistiques révèlent néanmoins un accroissement constant de la quantité des données envoyées spontanément aux CMD,

Tenant compte du fait que les PND constituent une contribution fondamentale des États membres de la COI au système d'échange international des données océanographiques, et reconnaissant le rôle important que jouent les PND (ainsi que les PON (programmes océanographiques nationaux)) dans l'organisation et la coordination des études en commun ainsi que dans la participation éventuelle de scientifiques des pays en voie de développement,

Constatant en outre que le "Manuel sur l'échange international des données océanographiques" récemment paru, la partie océanographique du nouveau guide du CIUS "sur l'échange international des données par l'entremise des CMD" et la nouvelle formule ROSCOP font tous référence à la notion de PND,

Approuvant l'élaboration par les CMD, grâce aux éléments recueillis sur la nouvelle formule ROSCOP, pendant la première année, de résumés appropriés des projets parvenus à leur terme,

Considérant les réponses faites à un questionnaire particulier que l'Equipe spéciale a distribué,

Recommande de continuer à appliquer dans le proche avenir le principe des PND, ce principe étant constamment réexaminé par le Comité de travail sur l'IODE et

Insiste auprès des États membres de la COI pour qu'ils continuent à envoyer des PND au secrétariat, aux fins de distribution aux États membres.
PROGRAMMES OCEANOGRAPHIQUES NATIONAUX (PON)

Le Comité de travail sur l'IODE,

Reconnaissant que jusqu'en 1970 les programmes océanographiques nationaux (PON) ont été publiés dans "International Marine Service" (IMS) d'une manière qui permettait d'identifier les PND,

Reconnaissant en outre que lorsque la publication ci-dessus a cessé, les PND (mais non les PON) ont été présentés dans une série spéciale de notes d'information de la COI,

Encourageant la poursuite des envois volontaires de données aux CMD, même si ces données ne concernent pas officiellement un PND ni un projet international de coopération,

Recommande au Secrétaire de la COI d'examiner les moyens de reprendre la publication des PON sous une forme convenable qui distinguerait les programmes "projetés" des programmes "terminés", et

Recommande en outre que le secrétariat de la COI rédige, avec le concours des directeurs des CMD, une brochure de vulgarisation décrivant le système des PON/PND et des ROSCP.

MISE AU POINT DES FORMULES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Rappelant les résolutions VIII.21 et EC-II/15 de la COI,

Notant l'élaboration par le Groupe international de gestion scientifique (GIGS) de l'expérience GARF dans l'Atlantique tropical (ETGA) d'une formule d'échange pour l'ETGA,

Reconnaissant que le GIGS, en élaborant cette formule, a pleinement tenu compte des recommandations du Comité de travail,

Notant que cette formule est maintenant largement utilisée et que des crédits ont été affectés à sa production, la formule élaborée par le GIGS pour l'ETGA, puis modifiée par le Groupe ad hoc sur la mise au point des formules et décrites en détail dans le rapport de ce groupe (document IOC/IODE-VIII/9), portant désormais le nom de formule généralisée 2 (GF 2) de la COI,

Demande que les Etats membres soient informés que le Comité de travail pour l'IODE a substitué à titre expérimental la formule généralisée 2 (GF 2) (IOC/IODE-VIII/9 - pièces jointes) à la "formule pour les données hétérogènes" (résolution COI-VIII-21).
RECOMMANDATION IODE-VIII/7

ECHANGÉ INTERNATIONAL DES DONNÉES PROVENANT D'ETUDES EN COMMUN

Le Comité de travail sur l'IODE,

Rappelant la préoccupation exprimée dans la résolution VIII-6 devant le fait que les États membres ne satisfont pas à leur obligation de transmettre rapidement aux Centres régionaux ou mondiaux de rassemblement de données océanographiques les inventaires et données provenant d'études internationales en commun,

Notant l'extrême préoccupation et le déplaisir que le Président de la COI a exprimés (document IOC/EC-IV/3, par. 5.2) à la quatrième session du Conseil exécutif en constatant que les données et les échantillons provenant des études en commun ne parviennent pas aux centres désignés pour le rassemblement des données, notamment dans le cas de l'Etude en commun de la Méditerranée (ECM) et des recherches en commun sur la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (CICAR),

Tenant compte de la recommandation VII.6 du Groupe international de coordination du CICAR, demandant que le Centre régional de rassemblement de données rédige un "Guide des données et inventaires du CICAR",

Considérant que le Groupe international de coordination de l'ECM doit tenir prochainement sa deuxième session,

Rappelle à toutes les délégations l'obligation qui leur incombe d'envoyer les données et inventaires au Centre régional ECM de rassemblement de données pour lui permettre de satisfaire les demandes de tous les pays participant au programme,

Demande aux États membres, par l'entremise de leurs coordonnateurs nationaux pour l'IODE, de rappeler à ceux qui participent aux études en commun de la COI l'obligation qu'ils ont de faire parvenir, en temps opportun, les formules ROSCOP ou autres inventaires agréés, ainsi que des copies des données recueillies au cours de ces études, au Centre régional approprié de rassemblement de données (ECM : CMD-B ; CINECA : Service hydrographique du CIEM ; CICAR : CNRDO des États-Unis ; ECK : KDC) et

Recommande que les Centres régionaux de rassemblement de données présentent des rapports succincts sur le volume de données et inventaires qu'ils reçoivent actuellement, et que le secrétariat de la COI adresse une circulaire aux États membres participant aux études en commun, par l'entremise des coordonnateurs nationaux appropriés.

RECOMMANDATION IODE-VIII/8

SYSTEME DE REFERENCE CONCERNANT LES DONNEES ET INFORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT MARIN (MEDI)

Le Comité de travail sur l'IODE,

Notant avec satisfaction que l'Équipe spéciale mixte inter-disciplines et inter-organisations sur la gestion et la communication des données et informations (IMAR) a donné suite aux recommandations IODE-VII et à la résolution VIII-23 de la COI, qu'elle a rédigé une brochure multilingue de vulgarisation (Guide
des services internationaux de données sur l'environnement marin) constituant un répertoire primaire des centres inter-organisations de données et d'informations marines ainsi qu'une version pilote d'un catalogue de référence secondaire de caractère technique destiné à fournir des renseignements précis sur le fonds de données et d'informations relatives à l'environnement marin (MEDI) que détiennent les centres cités dans la brochure.

Rappelant avec satisfaction l'étroite coopération dont le Système international de référence (SIR) du Programme des Nations Unies pour l'environnement a fait bénéficier l'Equipe spéciale mixte, y compris un appui financier direct pour l'engagement de consultants, des publications, etc., et la promesse d'un soutien supplémentaire non seulement pour l'élaboration d'un catalogue de référence MEDI complet, mais aussi, au besoin, pour les travaux d'informatique que comporte le fonctionnement d'un système de référence MEDI,

Estime que ces efforts et ces arrangements démontrent à la fois l'applicabilité et l'utilité des solutions proposées par l'Equipe spéciale mixte IMAR, conformément à son mandat, lequel répond en grande partie à la tâche confiée à la Commission par la recommandation 91 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, juin 1972);

Recommande que les conclusions et recommandations que l'Equipe spéciale mixte IMAR a formulées à ses troisième et quatrième sessions soient acceptées et que :

1. La fonction nécessaire de coordination du système de référence concernant les données et informations sur l'environnement marin (MEDI) soit exercée au sein du secrétariat de la COI;

2. L'Equipe spéciale mixte IMAR soit dissoute et remerciée de ses travaux, avec l'accord des organisations qui en font partie, et que des dispositions soient prises pour constituer un groupe inter-disciplines et inter-organisations semblable, composé de correspondants techniquement qualifiés, appartenant aux organismes internationaux appropriés, afin d'assurer que le fonctionnement et le développement ultérieur de MEDI tiendront dûment compte de leurs intérêts;

3. L'exercice de la fonction coordonnatrice de MEDI au sein du secrétariat de la COI soit aidé et guidé, le Comité de travail sur l'IODE étant autorisé pour cela à établir un petit groupe d'experts pour renforcer les compétences du secrétariat en matière de gestion des données et informations marines et constituer un trait d'union entre le système de référence MEDI et le Comité de travail qui resterait chargé de faire périodiquement rapport sur le fonctionnement et le développement de MEDI;

4. Les organisations, institutions et centres mentionnés dans le Guide des services internationaux de données sur l'environnement marin soient invités à participer au système de référence MEDI en indiquant leurs compétences dans le catalogue de référence MEDI, ce qui permettra aux autres partenaires de MEDI d'être renseignés sur la possibilité et la manière de tirer parti de ces compétences;

5. La possibilité soit envisagée de fournir le soutien administratif et technique nécessaire aux activités de coordination du système de référence MEDI, en particulier pour la période postérieure à 1976, qui suivra l'expiration des présents arrangements financiers PNUE/IRIS (ceux-ci devant permettre la mise en œuvre complète de MEDI mais non son fonctionnement courant).
RECOMMANDATION IODE-VIII/9

COMITE EXECUTIF DE L'IODE

Le Comité de travail sur l'IODE,

Notant et considérant le nouveau mandat des Comités de travail de la COI en ce qui concerne leur structure et leur fonctionnement (résolution VIII-31 de la COI et document SC/MĐ/39, annexe V, appendice),

Considérant en particulier les éléments du mandat qui, par décision de l'Assemblée de la COI, visent spécifiquement le Comité de travail sur l'IODE (appendice de l'annexe V du rapport succinct sur la huitième session de l'Assemblée de la COI, document SC/MĐ/39),

Recommande que le mandat de ce Comité de travail soit modifié comme suit :

(a) la période comprise entre deux sessions plénières ne devrait pas être inférieure à 22 mois ni supérieure à 30 mois ;

(b) le mandat du Président devrait être limité à deux sessions et deux périodes inter-sessions, et le mandat du Vice-Président devrait être synchronisé avec celui du Président et soumis à la même limite de durée ;

(c) Le Comité de travail pour l'IODE devrait créer, dans le cadre de sa structure organique, un Comité exécutif permanent comprenant :

(i) le Président du Comité de travail pour l'IODE (qui présidera également le Comité exécutif) ;

(ii) Le Vice-Président du Comité de travail pour l'IODE ;

(iii) Le Président précédent siégeant à qualité ;

(iv) Trois représentants au maximum des pays en voie de développement et

(v) Les représentants des Centres mondiaux A et B de rassemblement de données (Océanographie).

Le Comité exécutif aidera le Président du Comité de travail sur l'IODE à s'acquitter des tâches du Comité de travail entre les sessions, mais n'est pas habilité à prendre des mesures ou des décisions sortant du cadre des fonctions normales du Président d'un Comité de travail de la COI ;

Recommande que le secrétariat de la COI invite tous les États membres en voie de développement qui s'intéressent à l'IODE à proposer pour faire partie du Comité exécutif des personnes qualifiées en matière de gestion des données et/ou informations océanographiques ; le secrétariat désignera ensuite en consultation avec le Président en exercice du Comité de travail sur l'IODE comme membres du Comité exécutif, trois au plus des candidats présentés. Le mandat des membres du Comité exécutif qui viennent de pays en voie de développement ne pourra pas excéder trois périodes inter-sessions ;

Propose que le Comité exécutif

(a) soit habilité à agir, sur avis du Président, au nom du Comité de travail sur l'IODE, pendant les périodes inter-sessions ; et
(b) soit autorisé à organiser, avec l'approbation du secrétariat de la COI, une réunion au maximum du Comité exécutif au cours de chaque période inter-sessions, cette réunion ayant essentiellement pour objet :

(i) de faire le point des projets et programmes du Comité de travail sur l'IODE et de coordonner les activités des groupes ad hoc, équipes spéciales, groupes d'experts et de consultants ;

(ii) de planifier et préparer l'ordre du jour provisoire de la prochaine session plénière ;

(iii) de répondre aux demandes d'avis et d'action qui sont présentées par le Comité de travail sur l'IODE, ou qui lui sont soumises par le Comité exécutif de la COI, le secrétariat d'autres Comités de travail de la COI, des groupes internationaux de coordination d'études de la COI et

(iv) de répondre à toutes les demandes urgentes d'avis ou de coordination en matière de gestion de données et d'information, présentées par des pays en voie de développement et entrant dans le cadre du mandat du Comité de travail sur l'IODE ;

Invite le secrétariat de la COI à pourvoir, s'il y a lieu, aux frais de voyage des membres du Comité exécutif qui viennent de pays en voie de développement et qui demandent une assistance de cet ordre.

RECOMMANDATION IODE-VIII/10

CONSTITUTION D'UN GROUPE AD HOC DE L'IODE SUR LA GESTION DES INFORMATIONS MARINES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Notant qu'à sa huitième session l'Assemblée de la COI a révisé le mandat du Comité de travail sur l'échange international de données océaniques (rapport succinct sur la huitième session de l'Assemblée de la COI, document SC/MD/39, annexe V, point II) afin d'y inclure des activités concernant l'échange, l'accessibilité et le référencement des informations provenant de programmes marins issus d'activités connexes (ASFIS, UNISIST, PNUE, IRS, CODATA, etc.) ou concernant de tels programmes,

Considérant comme probable que les recommandations de la huitième session du Comité de travail sur l'IODE aboutiront à l'établissement de groupes mixtes d'experts et de groupes de coordination entre organisations pour plusieurs aspects des systèmes d'informations marines tel que le Système de données et d'informations sur l'environnement marin (MEDI) et le Système d'information sur les sciences aquatiques et les pêches (ASFIS), le Système international de références (IRS) du PNUE, etc.,

Reconnaissant que ces groupes d'experts, de même que le secrétariat de la COI et les groupes inter-organisations, participeront activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes d'information pendant l'intervalle des sessions,

Reconnaissant en outre que le Comité de travail sur l'IODE pourrait être appelé à s'occuper d'autres systèmes internationaux d'information et de référence,
Recommande la création d'un groupe ad hoc sur la gestion des informations marines, chargé de suivre les progrès des systèmes internationaux d'information marine dans l'intervalle des sessions, de faire rapport sur l'évolution de ces systèmes et ses conséquences pour le Comité de travail sur l'IODE, de donner des avis au Président et au secrétariat dans l'intervalle des sessions et de formuler au besoin des recommandations. Les membres du groupe ad hoc devraient être choisis par le Président du Comité de travail sur l'IODE parmi les experts en gestion des informations proposés par les États membres en réponse à une lettre circulaire de la COI ; feraient également partie du groupe ad hoc comme membres de droit un représentant du Groupe mixte d'experts FAO/COI sur l'ASFIS et un représentant du Groupe d'experts MEDI.

RECOMMANDATION IODE-VIII/11

SYSTEME D'INFORMATION SUR LES SCIENCES AQUATIQUES ET LES PÊCHES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Ayant pris note des résolutions VIII-28 et EC-V.13 de la COI, ainsi que la décision de transférer les activités de l'ASFIS au Comité de travail sur l'IODE, tout en tenant le Comité de travail pour le TEMA dûment informé,

Reconnaissant la nécessité de promouvoir un système international d'information répondant aux besoins de tous ceux qui s'occupent des sciences de la mer,

Notant que, bien que l'apport de la FAO à l'activité de l'ASFIS ait trait à certaines questions relatives à l'eau douce, la Commission s'attachera spécialement à renforcer des éléments de ce système qui concernent les sciences de la mer,

Rappelant que la résolution VIII-31 de la COI a élargi le mandat du Comité de travail sur l'IODE afin d'y inclure des questions touchant à la gestion des informations ainsi qu'à l'échange des données, et estimant qu'aux fins de la Commission il faut entendre par information "la documentation publiée et inédite (y compris les cartes, atlas, etc.), les communications écrites officielles (par exemple, revues, résumés analytiques, index, comptes rendus, actes, etc.), les communications écrites de caractère semi-officiel ou officiel (par exemple, rapports techniques, prétrisage, manuscrits, etc.), les communications verbales officielles (par exemple, réunions internationales et nationales) et les communications verbales de caractère semi-officiel et officielles (par exemple, colloques, séminaires, conférences, réunions intra-institutionnelles et intergouvernementales, etc.)",

Recommande que le Groupe mixte COI/FAO d'experts pour l'ASFIS établi aux termes de la résolution EC-V.13 de la COI ait les fonctions suivantes :

1. Donner des avis sur l'élaboration de la politique et la mise en œuvre élargie d'un système international d'information sur les sciences de la mer en tenant compte des besoins des utilisateurs et en veillant à ce que ces besoins soient convenablement satisfaits ;

2. Encourager la participation des États membres, en particulier ceux des régions en développement, de sorte qu'ils soient informés des avantages qu'ils pourront tirer de l'ASFIS, et de la façon dont ils pourront le mieux en bénéficier grâce à l'application de techniques informatiques ;
3. Faciliter la coordination d'ensemble des organes participants pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de chevauchements injustifiés entre les domaines traités par l'ASFIS et par d'autres systèmes internationaux d'information, ou entre la production de l'ASFIS et celle d'autres systèmes, et pour assurer que l'ASFIS se développe dans le cadre général de programmes tels que l'UNISIST;

4. Identifier les problèmes politiques et techniques que pose l'élaboration et la mise en oeuvre d'un système international efficace d'information scientifique et technique dans les domaines de la science et de la technologie marines, indiquer des solutions qui pourraient être appliquées à ces problèmes et formuler des recommandations concernant leur mise en oeuvre;

Recommende en outre que le groupe soit composé de membres choisis parmi les personnes proposées par les Etats membres du CIPSRO qui désirent participer et contribuer activement au programme ASFIS et sélectionnées, sur titres appropriés, par les Secrétariats de la COI et de la FAO, étant entendu que le nombre total d'experts ne devrait pas dépasser 8 et que deux au moins d'entre eux devraient venir de pays en voie de développement. Les organes consultatifs et scientifiques du CIPSRO et de la COI, ainsi que les institutions nationales et internationales coopérantes ou intéressées, et les comités de travail compétents de la COI devraient être encouragés à participer aux activités du groupe, et,

Recommende d'organiser aussi rapidement que possible une réunion du groupe pour établir un plan de travail initial, compte tenu de ses incidences budgétaires, à soumettre à la sixième session du Conseil exécutif de la COI et à la neuvième session de l'Assemblée de la COI pour approbation définitive, en même temps que toutes observations éventuelles sur le mandat proposé dans la présente recommandation.

RECOMMANDATION IODE-VIII/12

ARRANGEMENTS POUR L'ECHANGE INTERNATIONAL DES DONNEES OCEANOGRAPHIQUES

Le Comité de travail sur l'IODE,

Considérant que depuis que le programme de CNRDO (Centres nationaux de rassemblement de données oceanographiques responsables) est à l'étude, divers faits importants sont intervenus à l'égard du système IODE, dont les possibilités se sont notamment élargies,

Reconnaissant l'importance qui s'attache, pour le renforcement et l'élargissement de l'IODE, à la normalisation des formules servant aux échanges,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés à cet égard par le Groupe ad hoc sur la mise au point des formules, par exemple l'accord international réalisé sur une formule multidisciplinaire pour l'ETGA,

Notant que les opinions des Etats membres diffèrent quant au mode de fonctionnement et à la méthode envisagée pour la mise en oeuvre du système des CNRDO,

Etant convaincu, néanmoins, que les CNRDO constituent un élément indispensable du renforcement et de la modernisation des arrangements concernant l'échange des données et la fourniture de services aux participants à l'IODE,
Réitère la conclusion de la septième session de l'IODE à savoir que les États membres devraient soumettre aux CMD toutes les données qu'il est possible d'échanger, de même que la documentation pertinente et les inventaires qui s'y rapportent, et que les CMD devraient continuer à fournir aux demandeurs des services d'archivage ;

Recommande :

(a) que les fonctions des CNRDO, telles qu'elles ont été définies et approuvées par l'IODE à sa septième session soient à nouveau modifiées comme le prévoit l'appendice I de la présente recommandation ;

(b) que les États membres prennent des mesures de soutien pour la mise en œuvre du système modifié des CNRDO, l'objectif étant de rendre ce système pleinement opérationnel en 1980 au plus tard, et

(c) qu'un groupe d'experts chargé de préparer un plan opérationnel pour la mise en œuvre des présentes recommandations soit constitué, compte tenu des principes élaborés par l'Équipe spéciale d'élaboration des arrangements relatifs à l'échange international des données océanographiques ;

Charge le Groupe d'experts, conformément au mandat qui constitue l'annexe II de la présente recommandation, d'aider à élaborer un programme pilote conduisant à la création d'un système de CNRDO d'ici à 1980 ;

Charge en outre le secrétariat de la COI de faire connaître les recommandations de l'IODE-VIII sur les arrangements concernant les échanges internationaux de données, et de tenir les États membres au courant des progrès réalisés dans la mise en œuvre du système des CNRDO.

RECOMMANDATION IODE-VIII/12

Appendice 1

ATTRIBUTIONS DES CENTRES NATIONAUX RESPONSABLES DE RASSEMBLEMENT DE DONNEES OCEANOGRAPHIQUES (CNRDO)

Les CNRDO :

(a) auront pour principale fonction d'assister les Centres mondiaux de rassemblement de données (Océanographie) (CMD) en fournissant au coût minimum divers types de services aisément accessibles (sommaires de données statistiques, affichage de données, etc.) pour des projets, des régions ou des genres de données spécifiques. À cette fin, les CMD prendront, suivant les directives fixées par le CIUS et le Manuel de la COI sur l'IODE, les mesures requises pour la fourniture des données nécessaires aux différents CNRDO ;

(b) assisteront, sans que ce soit nécessairement sur une base régionale, les Centres nationaux de rassemblement des données océanographiques (CNRDO) et les institutions nationales désignées (IND) qui solliciteront une aide de cette nature à reporter les données sur les fiches normalisées dont l'emploi aura été accepté et sur des supports techniques jugés préférables (en général, sur des bandes magnétiques), pour transmission ultérieure aux CMD ;

(c) sur demande, et suivant accord, établiront des sommaires de données non normalisées, des graphiques et cartes relatives à la zone qui les intéresse ou à certains projets, moyennant remboursement des frais ;
(d) aideront à former le personnel des CNRDO et des IND nouvellement créés en lui enseignant les méthodes de gestion des données normalisées ;

(e) compileront et mettront à la disposition des CMD des répertoires de leurs fonds de données ainsi que des données qui ne peuvent être centralisées, mais qui sont emmagasinées par certains services nationaux ou certains laboratoires ou dans des dépôts non océanographiques.

**RECOMMANDATION IODE-VIII/12**

**Appendice II**

**MANDAT DU GROUPE D'EXPERTS DE L'IODE SUR L'ELABORATION D'UN PROGRAMME PILOTE DE CREATION DE CENTRES NATIONAUX RESPONSABLES DE RASSEMBLEMENT DE DONNEES OCEANOGRAPHIQUES**

Le groupe d'experts, travaillant sous la direction du Président du Comité de travail sur l'IODE, rédigerà un rapport visant à la mise en œuvre des recommandations de l'Equipe spéciale d'élaboration des arrangements relatifs à l'IODE (cf. document IOC/IODE-VIII/18), adoptées par le Comité de travail sur l'IODE à sa huitième session.

En particulier les experts :

1. examineront l'élaboration d'un plan d'opération permettant la mise en œuvre et la gestion du système des CNRDO et feront rapport à ce sujet ;

2. proposeront les directives nécessaires pour l'établissement de relations aussi efficaces que possible entre les CNRDO et tous les autres éléments de l'IODE. Ces directives comprendront une description du flux de données ;

3. proposeront les fonctions et obligations possibles de tous ceux qui participent au système en ce qui concerne le traitement et l'échange de données et la fourniture de services ;

4. indiqueront l'ordre de priorité à envisager dans l'élaboration du programme pilote.

**RECOMMANDATION IODE-VIII/13**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'IODE**

Le Comité de travail sur l'IODE,

Notant qu'en vertu du mandat révisé de l'IODE ainsi que d'une décision prise par le Conseil exécutif de la COI à sa cinquième session, le Comité de travail est chargé d'élaborer un projet de programme et budget biennaux (pour l'exercice biennal 1977-1978), à soumettre à la prochaine Assemblée (résolution EC-V/2 du document IOC/EC-V/3) et

Reconnaissant qu'il conviendrait de passer en revue en même temps l'état d'avancement du plan de travail de l'IODE pour 1975-1976,
Recommande de considérer le programme de travail pour la période 1975-1978 qui figure en appendice à la présente recommandation comme constituant une indication générale qui pourra être révisée ou modifiée au gré des circonstances ultérieures.

Demande au Président du Comité de travail, en consultation avec le secrétariat de la COI, d'établir les prévisions budgétaires correspondantes pour qu'elles soient présentées à la neuvième session de l'Assemblée de la COI.

**RECOMMANDATION IODE-VIII/13**

**Appendice**


1975

1. Huitième session du Comité de travail sur l'IODE (12-16 mai 1975 - Rome)

2. Réunions de l'Equipe spéciale mixte sur la gestion et la communication de données et de renseignements inter-disciplines et inter-organisations (IMAR) et de l'Equipe spéciale sur la mise au point des arrangements relatifs à l'IODE, réunions qui doivent se tenir à Rome en liaison avec IODE-VIII (8-9 mai 1975)

3. Services d'un consultant chargé de la mise au point rédactionnelle et technique, avant publication, d'un guide pour l'établissement d'un centre national de données océanographiques" (deux semaines, juin-juillet 1975)

4. Un consultant pour aider, sur le plan opérationnel et à l'égard d'autres questions spécifiques, le Groupe ad hoc sur l'archivage et l'échange des données captées par satellites et aéronefs (un mois, septembre-novembre 1975)

5. Impression du "Guide pour l'établissement d'un centre national de données océanographiques" (collection "Manuels et guides de la COI")

6. Réunion du Groupe mixte d'experts FAO/COI sur le système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche (ASFIS)

Le Comité de travail a estimé que l'on devrait renoncer à l'impression, prévue au budget, de la formule secondaire d'inventaire des résultats de recherches de biologie marine (ROMBI) ; il a, en outre, émis l'idée que cette formule pourrait être imprimée par les centres de rassemblement de données, aux frais des pays intéressés. Les formules ROMBI pourraient être mises à l'essai par ces centres dont l'expérience pourrait au besoin être prise en considération aux fins de modification. La COI peut donc être appelée à se charger de l'impression de ces formules en 1977-1978, après avoir reçu un rapport des centres de rassemblement de données sur la validité de la présentation.

1976

1. Réunions des Groupes de l'IODE ou des Equipes spéciales sur la gestion des informations relatives aux sciences de la mer et du Groupe d'experts sur l'élaboration d'un programme pilote pour les CNRDO, ou réunions qui pourront apparaître comme nécessaires sur toutes autres questions (gestion des données géologiques/géophysiques, données captées par satellites et par aéronefs, Groupe de travail ad hoc mixte COI/OMM sur l'interaction de l'océan et de l'atmosphère).
2. Etablissement d'un Catalogue de référence interdisciplinaire pour les données et information sur le milieu marin (MEDI), travail pour lequel le PNUE (IRS) a fourni un appui financier.

3. Mise à jour du Catalogue international de stations de données océaniques

4. Brochures sur les programmes océanographiques nationaux et les programmes nationaux déclarés (PON/PND)

5. Impression d'un manuel révisé de l'IODE- feuilles mobiles (le PNUE sera invité à fournir un appui financier pour accélérer cette édition)

6. Impression du manuel technique sur le système MEDI

7. Mise à jour de la brochure MEDI

8. Édition du catalogue MEDI (microfilms, bandes magnétiques, etc.) en version initiale seulement

Nota : On estime que l'aide financière actuelle du PNUE sera suffisante pour les points 6, 7 et 8.

1977-1978 PUBLICATIONS

1. Formule générale 2 (GF 2) adoptée par le Comité de travail de la COI sur l'IODE pour la collecte des données et de la documentation technique correspondante ;

2. Mise à jour des catalogues MEDI (deux éditions pour les deux ans)

3. Mise à jour du Manuel sur l'archivage et l'échange des données du SMISO

4. Inventaires des données et des informations relatives à la mer, etc.

5. Rapport technique sur la gestion des données et des informations relatives à la mer

6. Formule (secondaire) d'inventaire des résultats de recherches de biologie marine (ROMBI)

1977-1978 - CONFERENCES/REUNIONS/EXPERTS

1. Neuvième session du Comité de travail sur l'IODE (Paris)

2. Réunion du Comité exécutif (frais de voyage de 3 représentants de pays en voie de développement)

3. Groupe d'experts chargé d'assister le secrétariat sur le MEDI

4. Frais de voyage/réunions du groupe d'experts (3 personnes) du Système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche (ASFIS)

5. Un consultant pour un mois

6. Réunion du Groupe d'experts sur l'élaboration d'un programme pilote pour les Centres nationaux responsables de rassemblement de données océanographiques (CNRDO) (pas plus de 5 membres)
NOTE : Les plans relatifs à l'exercice biennal 1977-1978 sont provisoires, les prévisions budgétaires correspondant au programme prévu. Ces plans, s'ils sont approuvés, seront mis au point au cours d'une réunion inter-sessions du Comité exécutif du Comité de travail sur l'échange international des données océanographiques, en étroite consultation avec le secrétariat de la COI.
# ANNEX III

WORKING COMMITTEE ON INTERNATIONAL OCEANOGRAPHIC DATA EXCHANGE

Eighth Session
(FAO, Rome, 12-16 May 1975)

## LIST OF DOCUMENTS

### WORKING DOCUMENTS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Reference</th>
<th>Agenda Item</th>
<th>Languages available</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/1</td>
<td>2</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/2</td>
<td>2</td>
<td>E. F. S. R.</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/3</td>
<td>2</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/4</td>
<td>5.9</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/5</td>
<td>E only</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/6</td>
<td>3 &amp; 11</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/7</td>
<td>5.7</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/8</td>
<td>8</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/8-Add.1</td>
<td>8</td>
<td>E only</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/9</td>
<td>5.8</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/10</td>
<td>5.1</td>
<td>E F S R</td>
</tr>
<tr>
<td>Reference</td>
<td>Title</td>
<td>Agenda Item</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------</td>
<td>-------------</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/11</td>
<td>Report of the ad hoc Group on Exchange of Satellite and Airborne Sensed Data</td>
<td>5.2</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/12</td>
<td>Report of the ad hoc Group on Marine Pollution Data</td>
<td>5.5</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/13</td>
<td>Report of the Task Team on Wave Data Management</td>
<td>5.10</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/14</td>
<td>Report of the Joint IOC/WMO ad hoc Working Group on Air/Sea Interaction Data</td>
<td>5.3</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/15</td>
<td>Report of the Task Team on Declared National Programmes</td>
<td>5.6</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/16*</td>
<td>Report of the Task Team on the Development of Arrangements for International Oceanographic Data Exchange</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/17</td>
<td>Report of the Task Team on GATE Data Management</td>
<td>5.4</td>
</tr>
<tr>
<td>IOC/IODE-VIII/18</td>
<td>Report of the first session of the Task Team on the Development of Arrangements for International Oceanographic Data Exchange, Rome, 8-9 May 1975</td>
<td>10</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**INFORMATION DOCUMENTS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Title</th>
<th>Reference</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1.</td>
<td>Data Format for International Exchange of Marine Geological Data</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.1</td>
</tr>
<tr>
<td>2.</td>
<td>ROMBI Inventory Form</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.2</td>
</tr>
<tr>
<td>4.</td>
<td>Report on National Coordinators for IODE</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.4</td>
</tr>
<tr>
<td>5.</td>
<td>MEDI Input Form</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* To be considered as a working document for the first session of the Task Team (8-9 May 1975), not as a working document for IODE-VIII.
<table>
<thead>
<tr>
<th>No.</th>
<th>Title</th>
<th>Reference</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>6.</td>
<td>MEDI Pilot Catalogue</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.6</td>
</tr>
<tr>
<td>7.</td>
<td>Reports of WDCs A and B and RDCs</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.7</td>
</tr>
<tr>
<td>8.</td>
<td>Exchange of International Geological/Geophysical Cruise Inventory (IGGCI) Forms by WDC-A, Oceanography</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.8</td>
</tr>
<tr>
<td>9.</td>
<td>IODE Handbook</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.9</td>
</tr>
<tr>
<td>10.</td>
<td>Summary Report, second session of IMAR</td>
<td>IOC/IMAR-II/3</td>
</tr>
<tr>
<td>11.</td>
<td>Summary Report, third session of IMAR</td>
<td>IOC/IMAR-III/3</td>
</tr>
<tr>
<td>12.</td>
<td>Guide to International Marine Environmental Data Services</td>
<td>Unesco publication, 1975</td>
</tr>
<tr>
<td>16.</td>
<td>Operational Plan for the Pilot Project on Marine Pollution Monitoring under the framework of IGOSS</td>
<td>IOC-WMO/MPMSW-1</td>
</tr>
<tr>
<td>17.</td>
<td>Summary Report, second session of ICG for Global Investigation of Pollution in the Marine Environment (GIPME)</td>
<td>IOC/GIPME-II/3</td>
</tr>
<tr>
<td>18.</td>
<td>Manual on IGOSS Data Archiving and Exchange</td>
<td>IOC Series : Manuals and Guides No. 1</td>
</tr>
<tr>
<td>21.</td>
<td>Development of a Multidisciplinary Referral System to the Sources of Marine Environmental Data and Information (Report of a consultant)</td>
<td>IOC/IMAR-III/2</td>
</tr>
<tr>
<td>22.</td>
<td>Resolutions, fifth session, IOC Executive Council</td>
<td>IOC/EC-V/3 – Annex II</td>
</tr>
<tr>
<td>No.</td>
<td>Title</td>
<td>Reference</td>
</tr>
<tr>
<td>-----</td>
<td>----------------------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>23.</td>
<td>Proposals for possible Reorganization of the Cooperative Investigations of the Commission</td>
<td>IOC/EC-V/11</td>
</tr>
<tr>
<td>24.</td>
<td>Extract from the Summary Report, Workshop on the Phenomenon known as &quot;El Niño&quot;</td>
<td>IOC Workshop No. 4 (Extract for EC-V)</td>
</tr>
<tr>
<td>25.</td>
<td>International Catalogue of Ocean Data Stations</td>
<td>IOC Series: Manuals and Guides No.2</td>
</tr>
<tr>
<td>27.</td>
<td>CICAR - Past, Present and Future - An Evaluation Study of a Regional IOC Programme</td>
<td>IOC/INF-238</td>
</tr>
<tr>
<td>28.</td>
<td>Manual on International Oceanographic Data Exchange</td>
<td>IOC Technical Series No.9</td>
</tr>
<tr>
<td>29.</td>
<td>Summary Report and Recommendations of the ad hoc Consultation of Experts on the Development of ASFIS</td>
<td>WS/F7011</td>
</tr>
<tr>
<td>30.</td>
<td>Report on some Data-Exchange-Related Activities at ICES since IODE-VII</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.10</td>
</tr>
<tr>
<td>31.</td>
<td>ICES Expedition &quot;Overflow '73&quot;. Data Management</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.11</td>
</tr>
<tr>
<td>32.</td>
<td>Report on CINEGA Data and Information Exchange</td>
<td>IOC/IODE-VIII/INF.12</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ANNEX IV

WORKING COMMITTEE
ON INTERNATIONAL OCEANOGRAPHIC DATA EXCHANGE

Eighth Session
(Rome (FAO), 12-16 May 1975)

LIST OF PARTICIPANTS

CHAIRMAN
Dr. Thomas S. AUSTIN
Director, Environmental Data Service
National Oceanic and Atmospheric Administration
Department of Commerce
Room 547, Page Building No. 2
2001, Wisconsin Avenue
WASHINGTON, D.C. 20235
U.S.A.

VICE-CHAIRMAN
Dr. José Angel ALVAREZ
Chairman, Argentine Committee of Oceanography
Viamonte 1636-3ºA
BUENOS AIRES
Argentina

MEMBER STATES

ARGENTINA
Mr. Nestor LOPEZ AMROSIONI
Head, Argentine Oceanographic Data Centre (C.E.D.O.)
Montes de Oca, 2124
BUENOS AIRES

BELGIUM
Mr. A. CAPART
Director, Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique
31, rue Vautier
1040 - BRUSSELS

BRAZIL
Odr. Roberto Andrade FERNANDES
Diretoria de Hidrografia e Navegacao
Ministerio da Marinha
RIO DE JANEIRO
<table>
<thead>
<tr>
<th>Country</th>
<th>Contact Person</th>
<th>Position</th>
<th>Address</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CANADA</td>
<td>Mr. Clarence M. CROSS</td>
<td>Oceanographic Staff Officer</td>
<td>Marine Sciences</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Paul-André BOLDUC</td>
<td>Engineer</td>
<td>Marine Environmental Data Service</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Henry A.C. JONES</td>
<td>Information Supervisor</td>
<td>Marine Environmental Data Service</td>
</tr>
<tr>
<td>COLOMBIA</td>
<td>Mr. Carlos Julio LOZANO LOPEZ</td>
<td>Head, Colombian Oceanographic Data Centre (CECOLDO)</td>
<td>Armada Nacional</td>
</tr>
<tr>
<td>ECUADOR</td>
<td>Mr. Pedro R. CABEZAS</td>
<td>Deputy Director</td>
<td>Oceanographic Institute of the Navy</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Nicolas NAVAS</td>
<td>Head, Oceanographic Data Centre</td>
<td>Casilla No. 5940</td>
</tr>
<tr>
<td>FINLAND</td>
<td>Mr. Pentti MALKKI</td>
<td>Head of Division</td>
<td>Institute of Marine Research</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mr. Kimmo KAHMA</td>
<td></td>
<td>Institute of Marine Research</td>
</tr>
</tbody>
</table>
FRANCE
Mr. Georges PHILIPON
Chef du Bureau National des Données
Océaniques (BNOO)
Centre National pour l'Exploitation des Océans
B.P. 337
29273 BREST CEDEX

Mr. BRAUN
Antenne Météo
Centre Océanologique de Bretagne
B.P. 337
29200 - PLOUZANE

Mr. J.P. Le GORGE
Centre Océanologique de Bretagne
B.P. 337
29200 - PLOUZANE

GERMANY (Federal Republic of)
Mr. Dieter P. KOHNKE
Director
Deutsches Ozeanographisches Datenzentrum (DOD)
D-2000 HAMBURG 4
Bernhard-Nocht-Strasse, 78

GREECE
Dr. Constantine N. KOUROGENIS
Director, National Documentation Centre (OSRD)
Ministry of Culture and Sciences
Vas. Constantinou, 48
ATHENS

INDIA
Dr. V.S. BHATT
In-charge of Planning and Data Division
Indian National Oceanographic Data Centre
National Institute of Oceanography
DOMA PAULA
Goa

ITALY
Prof. Giuseppe MACCHI
Via Morigani, 30/E
ROME

JAMAICA
H.E. Mr. Probyn Vivian MARSH
Ambassador to France
Permanent Delegate of Jamaica to Unesco
Ambassade de la Jamaïque
34, Avenue Bertie-Albrecht
75008 - PARIS (France)
KOREA (Republic of)

Mr. Chang-Ki LEE
Fisheries Attaché
Embassy of Korea
Via Barnaba Oriani, 30
ROME (Italy)

MALTA

Dr. Louis J. SALIBA
Consultant, Department of Agriculture and Fisheries
Department of Biology
University of Malta
MSIDA

NETHERLANDS

Mr. G.K. SCHROEP
National Oceanographic Data Centre
Department of Oceanography and Maritime Meteorology
Royal Netherlands Meteorological Institute
Utrechtsweg, 297
DE BILT

NORWAY

Mr. Reidar LEINEBU
Head, Norsk Oceanografisk Datasentir (NOD)
Institute of Marine Research
Postboks 2906
5011 BERGEN-NORDNES

Mr. Finn-Erik DAHL
Secretary to the Norwegian Oceanographic Committee
Munthevgate, 29
OSLO

SOUTH AFRICA (Republic of)

Mr. Gerrit Andries VISSE
Assistant Director
Department of Planning and the Environment
Private Bag X213
PRETORIA 0001

Mr. Frank P. ANDERSON
Assistant Director
National Research Institute of Oceanology
P.O. Box 17001
CONGELLA 4013

SPAIN

Mr. Frutos FERNANDEZ
Director del Centro Español de Datos Oceanográficos
Instituto Español de Oceanografía
C./Alcalá, 27-4º
MADRID 2-14
IOC/IODE-VIII/3
ANNEX IV
Page 5

SWEDEN

Dr. Artur SVÁNSSON
Fishery Board of Sweden
Box 4031
400 40 GOTEBOURG

Mr. Stig NORSTRÖM
Head of Section
National Swedish Environment Protection Board Pack
S-171 20 SOLNA

TURKEY

Mr. Haluk AKMAN
Conseiller à l'Ambassade de Turquie
Turkish Embassy
28, Via Palestro
ROME (Italy)

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Mr. V. ALEXSEEV
Oceanographic Committee of the USSR
Gorkogo Street, 11
MOSCOW

UNITED KINGDOM

Mr. James CREASE
Institute of Oceanographic Sciences
WORMLEY
Godalming
Surrey GU8 5UB

Mr. D.J. DIXEY
Oceanographic Data Centre
Hydrographic Department
TAUNTON
Somerset

Mr. D.T. GROSSART
British Oceanographic Data Service
Institute of Oceanographic Sciences
WORMLEY
Godalming
Surrey GU8 5UB

UNITED STATES OF AMERICA

Mr. T. WINTERFIELD
International Programs
National Oceanic and Atmospheric Administration
National Oceanographic Data Center
WASHINGTON, D.C. 20235

Mr. P. LEFCHURST
Chief, Coastal Zone Ecosystems Branch, CORD
U.S. Environmental Protection Agency
Office of Research and Development
RD-684
401 11TH St., S.W.
WASHINGTON, D.C.
UNITED STATES OF AMERICA (CONT.)

Prof. P.P. NILLER
Professor of Oceanography
School of Oceanography
Oregon State University
CORVALLIS, Or., 97331

OBSERVERS

Countries

ECUADOR

Dr. Raul ICAZA GOMEZ
Assistant Director
Instituto Nacional de Pesca
Ap. 5583
GUAYAQUIL

Organizations

OPERATIONAL UNIT OF THE CO-OPERATIVE INVESTIGATIONS IN THE MEDITERRANEAN (CIM)

Mr. Victor RYBINE
Operational Unit of the Cooperative Investigations in the Mediterranean
16, Boulevard de Suisse
MONTE CARLO (Monaco)

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE U.N. (FAO)

Mr. E.F. AKYUZ
Senior Fishery Resources Officer
Fishery Resources and Environment Division
F.A.O.
Via delle Terme di Caracalla
00100 ROME (Italy)

Mr. D.W. HAGBORG
Chief, Fishery Data Centre
F.A.O.
Via delle Terme di Caracalla
00100 ROME (Italy)

Mr. R. NEEDHAM
Chief, Research Information Unit
Fishery Resources and Environment Division
F.A.O.
Via delle Terme di Caracalla
00100 ROME (Italy)

INTERNATIONAL COUNCIL FOR THE EXPLORATION OF THE SEA (ICES)

Mr. Jens SMED
Hydrographic Service
International Council for the Exploration of the Sea
Charlottenlund Slot
DK-2920 CHARLOTTENLIUND (Denmark)
INTERNATIONAL COUNCIL OF
SCIENTIFIC UNIONS (ICSU)

Mr. James CHURGIN
Director, World Data Centre A (Oceanography)
National Oceanic and Atmospheric Administration
WASHINGTON, D.C. 20235 (U.S.A.)

PERMANENT SERVICE OF MEAN
SEA LEVEL (PSMSL)

Mr. James CREASE
Institute of Oceanographic Sciences
WORMLEY
Godalming
Surrey GU8 5UB (U.K.)

SCIENTIFIC COUNCIL ON OCEANO-
GRAPHIC RESEARCH (SCOR)

UNITED NATIONS ENVIRONMENT
PROGRAMME (UNEP)

Mr. Peter LEES
Officer-in-Charge
UNEP International Referral System and
Computer Development Unit
Palais des Nations
CH-1211 GENEVA 10 (Switzerland)

WORLD DATA CENTRE A,
OCEANOGRAPHY (WDC-A)

Mr. James CHURGIN
Director, World Data Centre A (Oceanography)
National Oceanic and Atmospheric Administration
WASHINGTON, D.C. 20235 (U.S.A.)

WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION
OF THE U.N. (WMO)

Mr. H.C. SHELLARD
Marine Climatologist
Meteorological Office
London Road
BRACKNELL
Berkshire (U.K.)

JOINT TASK TEAM ON INTERDISCIPLINARY
AND INTERORGANIZATIONAL DATA AND IN-
FORMATION MANAGEMENT AND REFERRAL
(IMAR) and AD HOC GROUP ON MARINE
POLUTION DATA EXCHANGE

Mr. Richard M. MORSE
Chairman, Joint Task Team on IMAR and
Chairman, IODE ad hoc Group on Marine
Pollution Data Exchange
Environmental Data Service
National Oceanic and Atmospheric Administration
WASHINGTON, D.C. 20235 (U.S.A.)

SECRETARIAT OF THE INTERGOVERN-
MENTAL OCEANOGRAPHIC COMMISSION (IOC)

Dr. A. TOLKACHEV
Assistant Secretary, IOC
Unesco
7, Place de Fontenoy
75700 - PARIS

Dr. J. CAPONIO
Director
Environmental Science Information Center
National Oceanic & Atmospheric Administration
WASHINGTON, D.C. 20235 (U.S.A.)
ANNEXE V

ALLOCUTION DE BIENVENUE DE M. F.E. POPPER,
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DE LA FAO POUR LES PECHE

Monsieur le Président, Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir de vous accueillir à la FAO.

C'est la deuxième fois que la FAO a le privilège de vous donner l'hospitalité ici à Rome. Que votre Comité se réunisse ici nous est non seulement agréable mais utile. Si notre intérêt propre, dans la gamme étendue des données que vous traitez, se borne à un secteur relativement étroit, il devient cependant chaque jour plus pressant d'améliorer la collecte, le stockage, l'analyse et la diffusion des données relatives à la gestion des ressources vivantes des océans, et nous sommes très conscients de cette nécessité.

Nous avons une responsabilité à cet égard vis-à-vis de chacun de nos pays membres, en particulier de ceux qui sont en voie de développement. Mais les travaux relatifs aux données océaniques présentent aussi un aspect plus spécifiquement international et, à cet égard, la FAO doit jouer, en ce qui concerne les ressources vivantes, un rôle important et croissant.

Ce rôle, comme aussi vos propres travaux, devront tenir compte des changements significatifs qui se produisent dans le statut économique et juridique de l'océan et de ses ressources et dont témoignent les débats à la Conférence sur le droit de la mer et, moins directement, les sessions spéciales de l'Assemblée générale des Nations Unies. Bien que ces débats n'aient pas encore abouti à des décisions, on peut clairement discerner d'importantes tendances - l'élargissement des zones de juridiction des Etats riverains, l'établissement d'un régime international des fonds marins situés au-delà de ces zones et un effort accru, vu l'urgence, pour un transfert de technologie aux pays en voie de développement. Il n'est pas trop tôt pour examiner ce qu'on attend de vous et de nous par voie de conséquence. Nous devons examiner quels sont les genres d'institutions nationales nécessaires, notamment dans les pays en voie de développement, pour faciliter leur participation aux échanges de données et informations, au double échelon régional et mondial, quelles seront les fonctions des Centres régionaux de données à une époque où de grandes parties et, dans certains cas, la totalité d'une région océanique, pourront relever de juridictions nationales. Comment l'ensemble du monde pourra-t-il être servi dans l'avenir de façon adéquate ? Pourrait-il l'être par des centres mondiaux de données financés exclusivement par l'Union soviétique et les États-Unis ? Bien qu'elle ne soit guère liée aux pêches, la question se pose également de savoir comment des données océanographiques provenant de travaux exécutés dans une zone internationale des fonds marins pourra s'intégrer au système global des données océaniques.

La FAO a constamment encouragé les pays qui reçoivent une aide des Nations Unies pour la recherche halieutique et le développement des pêcheries à déposer au centre approprié les données résultant de leurs travaux. Etant donné que les projets régionaux relatifs aux pêches deviennent un élément de plus en plus notable de notre programme d'assistance technique, le rassemblement des données revêt une importance croissante. Une de nos préoccupations est de faire en sorte que toutes ces données soient compilées et diffusées au bénéfice des pays de la région et de la communauté scientifique internationale. Nous espérons que nos projets apporteront une contribution positive à la réalisation de cette fin.
Les données provenant de l'exécution de nos projets sont déposées au Centre de données sur les pêches de la FAO qui est reconnu comme centre spécialisé du système des Centres mondiaux de données. Malheureusement, ce système ne reçoit que très peu d'autres données sur les pêches, que ce soit par l'entremise du Centre de la FAO ou de toute autre façon, et nous nous attacherons davantage à combler cette lacune. Nous sommes aidés à cet égard par les subventions que le PNUD accorde en faveur de projets comme celui qui concerne les données relatives à la présence de polluants dans les organismes aquatiques. Cela permettra de mettre au point des directives sur la communication des données relatives à l'action des polluants sur les organismes aquatiques, à constituer un système de référence sur les programmes de recherche de cet ordre et à publier des inventaires de données relatives à la présence de polluants dans les organismes aquatiques et à la surveillance des effets de l'environnement sur les ressources halieutiques marines. On pourra ainsi mettre périodiquement à jour l'état des ressources par zone et par espèce et évaluer l'effet des modifications de l'environnement sur les peuplements.

Voilà quels sont les travaux de la FAO dans votre domaine. Permettez-moi maintenant sans plus tarder de vous renouveler mes souhaits de bienvenue et de vous présenter sincèrement mes meilleurs voeux pour le succès de vos débats. J'espère apprendre bientôt qu'ils ont abouti à d'heureux résultats.
## ANNEXE VI

### LISTE DES ABBREVIATIONS

<table>
<thead>
<tr>
<th>Acronyme</th>
<th>Signification</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AGRIS (de la FAO)</td>
<td>Système d'information international sur les sciences et les techniques agricoles</td>
</tr>
<tr>
<td>AISH</td>
<td>Association internationale des sciences hydrologiques</td>
</tr>
<tr>
<td>AISPO (de l'UGGI)</td>
<td>Association internationale des sciences physiques de l'océan</td>
</tr>
<tr>
<td>ASFA (de la FAO)</td>
<td>Aquatic Sciences and Fisheries Abstracts</td>
</tr>
<tr>
<td>ASFIS (de la FAO)</td>
<td>Système d'information scientifique sur les sciences aquatiques et la pêche</td>
</tr>
<tr>
<td>BATHY</td>
<td>Projet pilote du SMISO pour la collecte, l'échange et l'évaluation des données bathytermiques</td>
</tr>
<tr>
<td>BNDO (France)</td>
<td>Bureau national des données océaniques</td>
</tr>
<tr>
<td>CCRMO (de l'OMM)</td>
<td>Comité consultatif de la recherche météorologique océanique</td>
</tr>
<tr>
<td>CCRRM (de la FAO)</td>
<td>Comité consultatif de la recherche sur les ressources de la mer</td>
</tr>
<tr>
<td>CGM (de l'UISG)</td>
<td>Commission de géologie marine</td>
</tr>
<tr>
<td>CICAR</td>
<td>Recherches en commun dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes</td>
</tr>
<tr>
<td>CICARDI</td>
<td>Inventaire des données des CICAR</td>
</tr>
<tr>
<td>CIEM</td>
<td>Conseil international pour l'exploration de la mer</td>
</tr>
<tr>
<td>CINECA</td>
<td>Étude en commun de la partie septentrionale de l'Atlantique du centre-est</td>
</tr>
<tr>
<td>CIPSRO</td>
<td>Comité inter-secrétariats pour les programmes scientifiques se rapportant à l'océanographie</td>
</tr>
<tr>
<td>CIUS</td>
<td>Conseil international des unions scientifiques</td>
</tr>
<tr>
<td>CMD</td>
<td>Centre mondial de rassemblement de données</td>
</tr>
<tr>
<td>CMM (de l'OMM)</td>
<td>Centre météorologique mondial</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRDO</td>
<td>Centre national de rassemblement des données océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>CNRDOR</td>
<td>Centre national responsable de rassemblement de données océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>CODATA (du CIUS)</td>
<td>Comité des données destinées à la science et à la technique</td>
</tr>
<tr>
<td>Abbr.</td>
<td>Signification</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------</td>
<td>-------------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>COI</td>
<td>Commission océanographique intergouvernementale</td>
</tr>
<tr>
<td>CRD</td>
<td>Centre régional de données</td>
</tr>
<tr>
<td>CSB (de l'OMM)</td>
<td>Commission des systèmes de base</td>
</tr>
<tr>
<td>DlEO</td>
<td>Décennie internationale de l'exploration océanique</td>
</tr>
<tr>
<td>DOD (de la République fédérale d'Allemagne)</td>
<td>Centre de rassemblement des données océanographiques allemand</td>
</tr>
<tr>
<td>EC (de la COI)</td>
<td>Conseil exécutif de la COI</td>
</tr>
<tr>
<td>ECK</td>
<td>Etude en commun du Kuro-shio et des régions adjacentes</td>
</tr>
<tr>
<td>ECM</td>
<td>Études en commun de la Méditerranée</td>
</tr>
<tr>
<td>ECOR</td>
<td>Comité de la technologie marine pour les ressources océaniques</td>
</tr>
<tr>
<td>ETGA</td>
<td>Expérience tropicale du GARP dans l'Atlantique</td>
</tr>
<tr>
<td>FAO</td>
<td>Organisation pour l'alimentation et l'agriculture</td>
</tr>
<tr>
<td>GARP</td>
<td>Programme de recherches sur l'atmosphère globale</td>
</tr>
<tr>
<td>GEMS (du PNUE)</td>
<td>Système mondial de surveillance de l'environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>GF.2</td>
<td>Formule généralisée n° 2 de la COI (formule générale pour l'échange des données océanographiques)</td>
</tr>
<tr>
<td>GIC</td>
<td>Groupe international de coordination</td>
</tr>
<tr>
<td>GIGS (de l'ETGA)</td>
<td>Groupe international de gestion scientifique</td>
</tr>
<tr>
<td>GIPME</td>
<td>Etude mondiale de la pollution dans le milieu marin</td>
</tr>
<tr>
<td>ICG/GI</td>
<td>Inventaire des campagnes géologiques/géophysiques internationales</td>
</tr>
<tr>
<td>ICSI (de l'AISH)</td>
<td>Commission internationale sur les neiges et les glaces</td>
</tr>
<tr>
<td>IMAR</td>
<td>Équipe spéciale mixte inter-disciplines et inter-organisations sur la gestion et la communication de données et information</td>
</tr>
<tr>
<td>IMS</td>
<td>International Marine Science News Letter</td>
</tr>
<tr>
<td>IND</td>
<td>Institution nationale désignée</td>
</tr>
<tr>
<td>IODE</td>
<td>Echange international des données océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>IPLAN (COI/OMM)</td>
<td>Groupe mixte de planification COI/OMM pour le SMISO</td>
</tr>
<tr>
<td>IRS (du PNUE)</td>
<td>Système international de référence</td>
</tr>
<tr>
<td>Acronyme</td>
<td>Définition</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------</td>
<td>---------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>JONSDAP</td>
<td>Programme commun d'acquisition de données sur la mer du Nord</td>
</tr>
<tr>
<td>JONSIS</td>
<td>Service commun d'information sur la mer du Nord</td>
</tr>
<tr>
<td>KDC</td>
<td>Centre de rassemblement des données sur le Kuro-shio</td>
</tr>
<tr>
<td>MAOA (OMM)</td>
<td>Comité des aspects météorologiques de l'océan</td>
</tr>
<tr>
<td>MEDI</td>
<td>Données et informations sur l'environnement marin</td>
</tr>
<tr>
<td>MONEX</td>
<td>Expérience de la mousson</td>
</tr>
<tr>
<td>NOAA (USIA)</td>
<td>National oceanic and atmospheric administration</td>
</tr>
<tr>
<td>OHI</td>
<td>Organisat. hydrophysique internationale</td>
</tr>
<tr>
<td>OMM</td>
<td>Organisation météorologique mondiale</td>
</tr>
<tr>
<td>OSDC (ETGA)</td>
<td>Centre de rassemblement des données océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>PEMG</td>
<td>Première Expérience mondiale du GARP</td>
</tr>
<tr>
<td>PND</td>
<td>Programme national déclaré</td>
</tr>
<tr>
<td>PNUD</td>
<td>Programme des Nations Unies pour le développement</td>
</tr>
<tr>
<td>PNUE</td>
<td>Programme des Nations Unies pour l'environnement</td>
</tr>
<tr>
<td>POLEX</td>
<td>Expérience polaire</td>
</tr>
<tr>
<td>PON</td>
<td>Programme océanographique national</td>
</tr>
<tr>
<td>PSMSL</td>
<td>Service permanent du niveau moyen des mers</td>
</tr>
<tr>
<td>ROMBI</td>
<td>Résultats de recherches de biologie marine</td>
</tr>
<tr>
<td>ROSCOP</td>
<td>Rapport sur les observations/échantillons marins recueillis par les programmes océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>SCOR</td>
<td>Comité scientifique pour les recherches océanographiques</td>
</tr>
<tr>
<td>SMISO</td>
<td>Système mondial intégré de stations océaniques</td>
</tr>
<tr>
<td>STP</td>
<td>Salinité, température, profondeur</td>
</tr>
<tr>
<td>SYNDARC</td>
<td>Titre donné aux formules normalisées de la COI pour l'archivage et l'échange des données communiquées par télécommunication à l'intention des utilisateurs secondaires ou non opérationnels</td>
</tr>
<tr>
<td>TEMA</td>
<td>Groupe de travail de la COI sur la formation, l'enseignement et l'assistance mutuelle</td>
</tr>
<tr>
<td>TESAC</td>
<td>Température, salinité, courants</td>
</tr>
</tbody>
</table>
UGGI (du CIUS)  Union géodésique et géophysique internationale
UISB (du CIUS)  Union internationale des sciences biologiques
UISG (du CIUS)  Union internationale des sciences géologiques
UNISIST        Système mondial d'information scientifique